

Criteo

Société anonyme

32, rue Blanche

75009 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

RBB Business advisors

133 bis, rue de l'Université

75007 Paris

S.A. au capital de 150 000 €

414 202 341 RCS Paris

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Paris

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Criteo

Société anonyme

32, rue Blanche

75009 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société Criteo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Criteo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note 3 « Estimations et jugements comptables déterminants » de l'annexe aux comptes consolidés mentionne les jugements et estimations significatifs retenus par la Direction. Nos travaux ont consisté notamment à évaluer le caractère raisonnable des données et des hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et jugements, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations et jugements par la Direction, à revoir par sondages les calculs effectués par la Société, et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la Société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés, et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

- d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
 - concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 23 février 2024

Les commissaires aux comptes

RBB Business advisors



Jean-Baptiste BONNEFOUX

Deloitte & Associés



Felicitas CAVAGNÉ

**Comptes consolidés
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Sommaire

ETAT DU RÉSULTAT NET.....	3
ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL.....	4
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	6
ETAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	8
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	9
Note 1 - Description de l'activité.....	9
Note 2 - Base de préparation.....	10
Note 3 - Principes et méthodes comptables.....	25
Note 4 - Faits marquants et évènements significatifs.....	28
Note 5 - Information sectorielle.....	30
Note 6 - Gestion des risques financiers.....	32
Note 7 - Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques.....	35
Note 8 - Paiement fondé sur des actions.....	36
Note 9 - Résultat financier.....	40
Note 10 - Impôts sur les résultats.....	41
Note 11 - Catégories d'actifs et passifs financiers.....	44
Note 12 - Goodwill.....	46
Note 13 - Immobilisations incorporelles.....	47
Note 14 - Immobilisations corporelles.....	48
Note 15 - Investissements financiers.....	48
Note 16 - Contrats de location.....	49
Note 17 - Créances clients.....	52
Note 18 - Autres créances d'exploitation.....	52
Note 19 - Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	54
Note 20 - Capital social.....	55
Note 21 - Résultats par action.....	56
Note 22 - Avantages du personnel.....	57
Note 23 - Passifs financiers.....	59
Note 24 - Endettement net.....	61
Note 25 - Provisions.....	62
Note 26 - Autres passifs courants.....	63
Note 27 - Engagements hors bilan.....	63
Note 28 - Parties liées.....	65
Note 29 - Événements postérieurs à la clôture.....	65

ETAT DU RÉSULTAT NET

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Chiffre d'affaires	7	1 905 790	1 919 049	1 802 476
Coût d'achat des impressions		(1 127 294)	(1 034 758)	(856 970)
Autres coûts des ventes		(116 757)	(125 805)	(146 250)
Marge brute		661 739	758 486	799 256
Frais de recherche et développement	4	(128 002)	(178 872)	(225 358)
Frais marketing et commerciaux	4	(274 035)	(359 227)	(378 361)
Frais généraux et administratifs	4	(128 553)	(195 406)	(129 415)
Résultat opérationnel		131 149	24 981	66 122
Résultat financier et Autres produits et charges	9	(1 363)	15 746	(3 902)
Résultat avant impôts		129 786	40 727	62 220
Impôts sur les résultats	10	(13 883)	(29 655)	(16 748)
Résultat Net		115 903	11 072	45 472
- Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	21	113 207	9 266	44 175
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	21	2 696	1 806	1 297
Résultat par action en €	21	1,86	0,15	0,79
Résultat dilué par action en €	21	1,78	0,15	0,75

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Résultat net	115 903	11 072	45 472
Ecarts de conversion, nets d'impôts	28 806	11 659	(31 468)
- <i>Ecarts de conversion</i>	28 806	11 659	(31 468)
- <i>Effet de l'impôt</i>	—	—	—
Gains et (pertes) actuariels sur avantages du personnel, net d'impôts	1 007	2 817	346
- <i>Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel</i>	1 150	3 142	414
- <i>Effet de l'impôt</i>	(143)	(325)	(68)
Résultat global	145 716	25 548	14 350
- Attribuable aux actionnaires de Criteo	143 874	26 000	16 111
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 842	(452)	(1 761)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Goodwill	12	291 100	482 972	474 385
Immobilisations incorporelles	13	72 952	164 992	163 698
Immobilisations corporelles	14	123 574	123 017	114 476
Investissements financiers - non courants	15	4 415	—	15 000
Actif financiers non courants	11	5 682	5 558	4 791
Compte séquestre - non courant	11	—	70 317	—
Droits d'utilisation - contrats de location	16	104 622	94 561	100 381
Autres actifs - non courant		—	47 645	56 576
Impôts différés actifs	10	31 792	30 288	49 923
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		634 137	1 019 350	979 230
Investissements financiers - courants	15	44 410	23 531	5 403
Clients et comptes rattachés	17	513 849	664 663	701 887
Créances d'impôts sur les résultats	10	7 762	22 141	1 874
Compte séquestre - courant	11	—	23 439	67 873
Autres créances d'exploitation	11/18	94 524	122 037	135 244
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	455 330	326 518	304 040
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		1 115 875	1 182 329	1 216 321
TOTAL DE L'ACTIF		1 750 012	2 201 679	2 195 551
(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Capital	20	1 647	1 581	1 529
Primes		297 123	239 276	182 306
Réserve de Conversion		21 765	28 255	(11 609)
Réserves		705 183	870 859	911 015
Actions propres	20	(112 360)	(166 646)	(156 870)
Résultat de l'exercice		113 207	9 266	44 181
Capitaux propres - part du Groupe		1 026 565	982 591	970 552
Participations ne donnant pas le contrôle		31 034	30 952	28 735
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		1 057 599	1 013 543	999 287
Dettes financières - non courantes	23/24	318	69	70
Dettes locatives - non courantes	16	82 380	72 096	74 148
Avantages du personnel	22	5 037	3 633	3 739
Provisions pour risques et charges - non courantes	25	—	31 675	30 591
Autres passifs non courants	26	8 729	48 046	2 074
Passifs d'impôts non courants	10	—	16 857	15 753
Impôts différés passif	10	2 519	3 189	810
TOTAL DU PASSIF NON-COURANT		98 983	175 565	127 185
Dettes financières - courantes	23/24	567	205	3 067
Dettes locatives - courantes	16	30 370	28 790	31 464
Provisions pour risques et charges - courantes	25	2 701	61 653	1 328
Fournisseurs et comptes rattachés	11	380 317	697 942	760 208
Dettes d'impôts sur le résultats	10	5 864	12 223	15 578
Autres dettes d'exploitation	26	173 611	211 758	257 434
TOTAL DU PASSIF COURANT		593 430	1 012 571	1 069 079
TOTAL DU PASSIF		1 750 012	2 201 679	2 195 551

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Résultat net		115 903	11 072	45 472
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité		170 806	249 284	167 342
- Amortissements et provisions		116 139	177 875	101 731
- Paiement pour passif éventuel		—	—	(40 000)
- Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	8	37 650	62 642	89 855
- Plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations		1 663	(184)	(7 382)
- Intérêts et charges et produits non liés à l'activité		—	391	2 505
- Variation des passifs d'impôts non courants		—	(246)	(814)
- Variation de la juste valeur de complément de prix d'acquisition		—	732	2 167
- Variation des impôts différés	10	(15 542)	3 417	(23 620)
- Impôts sur le bénéfices de l'exercice		29 425	25 847	41 181
- Dettes locatives - intérêts		1 452	1 251	1 719
- Autres		19	(22 441)	—
Variation du besoin en fond de roulement		(33 007)	55 202	69 133
- Clients et comptes rattachés		(114 105)	(40 676)	(52 140)
- Fournisseurs et comptes rattachés		69 898	129 189	81 503
- Autres créances d'exploitation	18	(16 684)	(13 551)	(672)
- Autres dettes d'exploitation		27 889	(17 114)	40 555
- Actifs et dettes relatifs aux contrats de location	16	(5)	(2 646)	(113)
Impôts sur les sociétés décaissés		(24 315)	(36 256)	(37 057)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		229 387	279 302	244 890
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	13/14	(46 566)	(57 902)	(107 360)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	13/14	1 818	7 569	1 668
Acquisitions de titres de participation (cession d'activité), nettes de la trésorerie acquise (cédée)	4	(8 814)	(135 347)	(6 299)
Cessions d'activité		—	—	8 169
Variation des actifs financiers non courants		(10 935)	(67 415)	29 104
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(64 497)	(253 095)	(74 718)
Emissions d'emprunts		—	70 000	—
Remboursement d'emprunts ⁽²⁾		(1 056)	(70 000)	—
Remboursement de dettes locatives		(44 313)	(33 825)	(37 580)
Paiement pour contrepartie éventuelle		—	—	(20 245)
Augmentations de capital		21 531	1 066	1 798
Rachat d'actions propres		(84 870)	(131 543)	(116 885)
Variation des autres dettes financières		(3 669)	(252)	217
Autres		—	20 662	(1 775)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(112 377)	(143 892)	(174 470)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		52 513	(117 685)	(4 298)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	19	397 784	455 330	326 518
Incidences des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		5 033	(11 127)	(18 180)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	19	455 330	326 518	304 040

⁽¹⁾ Dont respectivement 88.1 millions d'euros et 61.0 millions d'euros de charges d'attributions d'actions consistaient en des paiements fondés sur des actions selon IFRS 2 Paiement fondé sur des actions pour les exercices se terminant le 31 décembre 2023 et 2022.

⁽²⁾ Le montant des intérêts payés au 31 Décembre 2023, 2022 et 2021 s'élèvent respectivement à 1.4 millions d'euros, 1,2 millions d'euros et 1,1 million d'euros.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

ETAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat net	Capitaux propres - part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Solde au 1 janvier 2021	1 657	301 322	(76 372)	(7 895)	627 883	63 554	910 148,5	28 931	939 080
Résultat net	—	—	—	—	—	113 207	113 207	2 696	115 903
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	—	—	—	29 660	1 007	—	30 667	(854)	29 813
Total des autres éléments du résultat global	—	—	—	29 660	1 007	113 207	143 874	1 842	145 716
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	—	63 554	(63 554)	—	—	—
Augmentation de capital	27	21 504	—	—	—	—	21 531	—	21 531
Paielements fondés sur des actions	—	—	—	—	35 872	—	35 872	261	36 133
Action propres	(37)	(25 703)	(35 988)	—	(23 142)	—	(84 870)	—	(84 870)
Autres	—	—	—	—	9	—	9	—	9
Solde au 31 décembre 2021	1 647	297 123	(112 360)	21 765	705 183	113 207	1 026 565	31 034	1 057 599
Résultat net	—	—	—	—	—	9 266	9 266	1 806	11 072
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	—	—	—	6 490	10 243	—	16 733	(2 257)	14 476
Total des autres éléments du résultat global	—	—	—	6 490	10 243	9 266	25 999	(451)	25 548
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	—	113 207	(113 207)	—	—	—
Augmentation de capital	2	1 063	—	—	—	—	1 065	—	1 065
Paielements fondés sur des actions	—	—	—	—	60 505	—	60 505	369	60 874
Action propres	(68)	(58 910)	(54 286)	—	(18 279)	—	(131 543)	—	(131 543)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre 2022	1 581	239 276	(166 646)	28 255	870 859	9 266	982 591	30 952	1 013 543
Résultat net	—	—	—	—	—	44 175	44 175	1 297	45 472
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	—	—	—	(39 858)	11 795	—	(28 063)	(3 059)	(31 122)
Total des autres éléments du résultat global	—	—	—	(39 858)	11 795	44 175	16 112	(1 762)	14 350
Affectation du résultat de l'exercice précédent	—	—	—	—	9 266	(9 266)	—	—	—
Augmentation de capital	3	1 795	—	—	—	—	1 798	—	1 798
Paielements fondés sur des actions	—	—	—	—	88 053	—	88 053	25	88 078
Action propres	(55)	(58 765)	9 776	—	(67 841)	—	(116 885)	—	(116 885)
Autres	—	—	—	—	(1 117)	—	(1 117)	(480)	(1 597)
Solde au 31 décembre 2023	1 529	182 306	(156 870)	(11 603)	911 015	44 175	970 552	28 735	999 287

Les notes annexes font parties intégrante des comptes consolidés annuels.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1 - Description de l'activité

Criteo S.A. (« la Société ») est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé au 32, rue Blanche, 75009 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 484 786 249 RCS Paris.

Criteo est une société technologique fournissant le monde des marketeurs de publicités sécurisées et impactantes. Criteo permet de générer de la croissance auprès des marques et des détaillants en s'appuyant sur des données relatives aux achats en ligne via de l'intelligence artificielle "IA" et sur une couverture à grande échelle du parcours client.

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été arrêtés le 23 février 2024 par le Conseil d'Administration de Criteo SA et, conformément à la loi française, seront considérés comme définitifs lorsqu'ils seront approuvés par ses actionnaires lors de l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 25 juin 2024.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Dans les notes qui suivent « Société-mère » fait référence à Criteo S.A. à titre individuel, tandis que les termes « Criteo » ou « Groupe » font référence à l'ensemble économique composé de la société Criteo S.A. et de ses filiales consolidées.

Note 2 - Résumé des principales méthodes comptables

Base d'élaboration

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

En application du règlement 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Par ailleurs, dans le cadre de ses obligations en tant que société cotée au NASDAQ et soumise aux dispositions de l'*Exchange Act de 1934*, le Groupe publie des comptes consolidés conformément aux principes comptables applicables aux Etats-Unis.

Méthodes de consolidation

Le Groupe exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble de ses filiales qui sont consolidées par intégration globale. Le tableau ci-après présente, à la fin de chaque exercice et pour toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation, les informations suivantes :

- Pays d'immatriculation
- Pourcentage de droits de vote et d'intérêts.

	Pays	31 Décembre, 2021		31 Décembre, 2022		31 Décembre, 2023		Méthode de consolidation
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	
Société françaises								
Criteo SA	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Société Mère
Criteo France SAS	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Finance SAS ⁽¹⁾	France	100%	100%	100%	100%	—%	—%	Intégration Globale
Criteo Technology	France	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Condigolabs SAS ⁽³⁾	France	100%	40%	100%	40%	—%	—%	Intégration Globale
Société étrangères								
Criteo Ltd	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Corp	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Madyourself Technologies, Inc. ⁽²⁾	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	—%	—%	Intégration Globale
Criteo GmbH	Allemagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Nordics AB.	Suède	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Korea Ltd	Corée	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo KK	Japon	100%	66%	100%	66%	100%	66%	Intégration Globale
Criteo Do Brasil Desenvolvimento De Serviços De Internet Ltda.	Brésil	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo BV	Pays-Bas	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Australia Pty Ltd	Australie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Srl	Italie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Advertising (Beijing) Co.Ltd	Chine	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Brandcrush Pty Ltd	Australie	—%	—%	—%	—%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Singapore Pte.Ltd	Singapour	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo LLC	Russie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Europa MM S.L.	Espagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Espana S.L.	Espagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Canada Corp	Canada	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Reklamcılık Hizmetleri ve Ticaret A.S.	Turquie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo MEA FZ-LLC	Emirats Arabes Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo India Private Limited	Inde	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Gemini HoldCo, LLC ⁽²⁾	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	—%	—%	Intégration Globale
Doobe In Site Ltd	Israël	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Bidswitch GmbH	Suisse	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Bidswitch Inc.	Etats-Unis	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Iponweb GmbH	Suisse	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Iponweb GmbH	Allemagne	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Iponweb Ltd.	Royaume-Uni	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Iponweb Labs Cyprus	Chypre	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Iponweb Inc. ⁽²⁾	Etats-Unis	—%	—%	100%	100%	—%	—%	Intégration Globale
The MediaGrid Inc.	Etats-Unis	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Iponweb Labs Arménie	Arménie	—%	—%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale

⁽¹⁾ Fusionnée avec Criteo Technology en date du 1^{er} juin 2022

⁽²⁾ Fusionnée avec Criteo Corp.

⁽³⁾ Cession de titres de participation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition pour obtenir le contrôle d'une entité correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis, incluant la juste valeur de tout actif ou passif relatif à des paiements différés conditionnels.

Les coûts directement imputables au regroupement sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

Les actifs identifiables acquis et les passifs encourus sont déterminés dans le cadre des regroupements d'entreprises, indépendamment du fait qu'ils n'aient pas été reconnus dans les états financiers de la société acquise avant la date du regroupement. Les actifs transférés et les passifs encourus sont généralement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill est déterminé après identification des actifs incorporels identifiables. Il correspond à l'excédent entre le prix d'acquisition et la somme des intérêts minoritaires dans l'acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et passifs encourus, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs identifiables acquis et les passifs encourus et assumés de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminé que provisoirement, l'ajustement des valeurs d'actif et de passif est effectué dans les 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3.

L'impact des plus ou moins-values et des dotations ou reprises de provisions constatées après l'expiration du délai d'affectation par rapport aux valeurs attribuées aux actifs acquis et passifs encourus lors de la première consolidation est constaté de manière prospective, en résultat de l'exercice du changement et des exercices ultérieurs, sans ajustement du goodwill, sauf en cas d'une correction d'erreur selon IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

Immobilisations incorporelles (hors goodwill)

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles acquises se composent principalement de logiciels, technologies et de relations clients amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre un an et trois ans pour les logiciels et comprise entre trois et neuf ans pour les technologies et relations clients. Les immobilisations incorporelles sont revues dès lors qu'un évènement ou un changement de contexte comme (non limitatif) une chute significative du chiffre d'affaires, des résultats ou des flux de trésorerie ou encore une évolution négative du contexte dans lequel se déroule l'activité indique qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur.

Dans le cadre de la mise en place de logiciels spécifiquement adaptés aux besoins de l'entreprise les dépenses relatives à leur phase de développement sont capitalisées. La capitalisation de ces coûts démarre une fois la phase préliminaire de conception terminée, et s'achève lorsque la solution est prête à être mise en service. Pour identifier les différentes phases du projet, des analyses ont été menées afin notamment de mesurer la faisabilité technique, la disponibilité des ressources, l'intention d'exploiter la solution et les avantages économiques futurs qui pourront en être retirés. A compter de la mise en service de la solution, les dépenses capitalisées sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée entre trois et cinq ans.

Tous les autres coûts de développement, principalement des coûts de personnel, sont comptabilisés en charges, la Direction du Groupe considérant que la faisabilité technique n'est atteinte que peu de temps avant la commercialisation des services. En conséquence, les coûts de développement encourus entre l'établissement de la faisabilité technique et la commercialisation des services n'étant pas significatifs ils sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée de vie utile estimée des actifs. La direction détermine la durée de vie utile appropriée des immobilisations corporelles lors de leur comptabilisation initiale et la revoit régulièrement. Notre estimation actuelle de la durée de vie utile représente la meilleure estimation sur la base des faits et circonstances actuels, mais peut différer de la durée de vie utile réelle en raison de changements dans nos activités commerciales, de changements dans l'utilisation prévue des actifs et de progrès technologiques. Lorsque nous modifions l'hypothèse de durée de vie utile estimée d'un actif, la valeur comptable restante de l'actif est comptabilisée de manière prospective et amortie sur la durée de vie utile estimée révisée.

La durée de vie utile estimée des immobilisations corporelles est décrite ci-dessous :

Serveurs..... 5 ans

Mobilier et équipements informatiques..... 3 à 5 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur leur durée de vie utile ou sur la durée du bail, si celle-ci est plus courte.

Dépréciation d'actif

Goodwill, actif incorporel et corporel

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - *Dépréciation d'actifs*, dès lors qu'un événement ou un changement dans les conditions de marché présente un risque de perte de valeur pour une immobilisation incorporelle ou corporelle, sa valeur comptable est revue afin de s'assurer qu'elle reste inférieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est mesurée en actualisant les flux de trésorerie futurs devant être générés par l'utilisation continue de l'actif et par sa sortie in fine. Le Goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice, sachant que le Groupe a affecté le Goodwill à trois unités génératrices de trésorerie. La Société effectue ce test en date du 31 décembre.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur correspondant à la différence entre ces deux valeurs est immédiatement comptabilisée en résultat net. Une perte de valeur comptabilisée pour une immobilisation corporelle ou incorporelle ayant une durée d'utilité déterminée peut être reprise si la valeur recouvrable devient à nouveau supérieure à la valeur comptable. La reprise ne peut toutefois excéder la perte de valeur comptabilisée initialement.

Aux 31 décembre 2023, 2022 ou 2021, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du Goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie dépassait la valeur comptable de cette dernière.

Contrats de location

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 16, lors de la conclusion d'un contrat de location, le Groupe enregistre un passif au bilan correspondant aux paiements futurs actualisés de la part fixe des loyers, en contrepartie de droits d'utilisation à l'actif amortis sur la durée du contrat.

Les bureaux et les serveurs sont loués dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. Ces baux comprennent généralement des périodes de location gratuites, des périodes d'indexation des loyers, des options de renouvellement et / ou de résiliation anticipée et peuvent également inclure d'autres avantages incitatifs.

Les locations de bureaux et de serveurs peuvent contenir des éléments non liés à la location tels que la maintenance, les coûts d'électricité et d'autres coûts variables. Les éléments ne faisant pas partie des composantes de contrats de location sont comptabilisés séparément.

Les passifs de contrat de location simple sont comptabilisés en fonction de la valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location sur la durée du contrat de location à la date d'entrée en vigueur. Les options ont été incluses dans le calcul des lors qu'il a été déterminé par le Groupe qu'il est raisonnablement certain que l'option sera exercée. Les passifs de location ou les droits d'utilisation pour les baux d'une durée inférieure ou égale à 12 mois et / ou de faible valeur ne sont pas comptabilisés.

Actifs et passifs financiers, hors instruments financiers dérivés

Les actifs financiers, à l'exclusion de la trésorerie, sont constitués de prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, excepté les actifs dont l'échéance expire plus de douze mois après la date de clôture.

Les prêts sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur recouvrable des prêts et créances est examinée dès lors qu'il existe une quelconque indication que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur, et au moins à chaque clôture. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement reconnue dans l'état consolidé du résultat net.

Le Groupe procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. De plus, la Direction, effectue des estimations du risque de crédit pour les pertes sur créances irrécouvrables en se basant sur des facteurs tel que les antécédents de recouvrement, les conditions de crédit, la maturité des créances, les dépréciations, l'environnement économique actuel ainsi que toutes prévisions économiques futures et raisonnables.

Une échéance est considérée comme dépassée lorsqu'à la date fixée contractuellement le paiement n'a toujours pas été effectué.

Les résultats futurs du Groupe pourraient être grevés si la solvabilité de ses clients venait à se détériorer ou encore si les défauts de paiement réels s'avéraient supérieurs aux estimations. Les dépréciations de créances clients sont incluses dans le poste « Frais marketing et commerciaux » de l'état consolidé du résultat net. Le Groupe ne demande généralement pas de garantie particulière à ses clients en vue de limiter son risque de crédit.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés (options d'achat et de vente, achats et ventes à terme) afin de gérer et réduire son exposition aux risques de fluctuations des cours de change. Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan. Selon IFRS 9, la mise en place d'une comptabilité de couverture requiert de démontrer et de documenter l'efficacité de la relation de la couverture dès sa mise en place et tout au long de sa vie. Les instruments financiers dérivés non qualifiés d'instruments de couverture sont utilisés pour couvrir les transactions intragroupes et d'autres actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que celle de l'entité. Les gains et pertes ainsi que les frais associés sont enregistrés au résultat financier, avec les pertes et gains de changes des éléments couverts.

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en 3 catégories selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- *Niveau 1* : juste valeur calculée à partir de cours/prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques ;
- *Niveau 2* : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables tels que des prix d'actifs ou de passifs similaires ou des paramètres cotés sur un marché actif ;
- *Niveau 3* : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des données non observables telles que des prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et investissements financiers

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires. Les équivalents de trésorerie incluent les placements à court-terme très liquides et qui présentent un risque de changement de valeur considéré comme négligeable. Les comptes à terme répondent ainsi à la définition des équivalents de trésorerie.

Le Groupe détient des investissements financiers composés de dépôts à terme, ne répondant pas à la classification de trésorerie et équivalents de trésorerie, enregistrés en actif non courant. Ces investissements sont comptabilisés à leur coût amorti en fonction de l'intention du Groupe de percevoir les flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement au remboursement du principal et des intérêts. Les intérêts perçus sont enregistrés en produit financier.

Avantages du personnel

Selon la législation et les pratiques en vigueur dans les pays où la Société exerce son activité, les salariés peuvent percevoir des indemnités au moment de leur départ en retraite ou encore des pensions postérieurement à leur départ. Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles deviennent exigibles, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Conformément à la norme IAS 19, l'obligation du Groupe au titre des régimes à prestations définies est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. L'obligation finale est ensuite actualisée.

En 2021, l'IFRS IC a publié une décision relative à la méthodologie de calcul des avantages au personnel et à la période d'acquisition des droits. Dans sa décision l'IFRS IC conclut, au cas d'espèce, qu'aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et que l'engagement doit être seulement comptabilisé sur les dernières années de carrière des salariés concernés. Cette décision n'a pas eu d'incidence sur les régimes en effet dans le Groupe.

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de l'obligation sont :

- le taux d'actualisation ;
- le taux attendu(s) d'augmentation des salaires ; et
- le taux de rotation du personnel.

Les coûts des services sont comptabilisés en résultat net et alloués par fonction.

Les coûts financiers sont comptabilisés en résultat net et sont inclus dans la rubrique « Résultat financier » de l'état consolidé du résultat net.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels proviennent des changements d'hypothèses actuarielles ou des ajustements liés à l'expérience (les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit).

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 - *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, le Groupe comptabilise des provisions uniquement si les trois conditions suivantes sont remplies :

- une entité a une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers un tiers résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- et le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

La détermination de l'exposition au risque, la comptabilisation et l'évaluation des provisions concernant les litiges et contentieux en cours font appel à une part importante de jugement et d'estimations. Ces jugements et estimations sont par nature sujets au changement notamment si de nouvelles informations ou de nouveaux éléments d'appréciation devenaient disponibles.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Nous vendons des publicités personnalisées avec des recommandations de produits, soit directement à nos clients, soit à des agences de publicité. Nous fournissons également une technologie aux détaillants et à d'autres entreprises du secteur de la technologie publicitaire qui leur permet de monétiser leurs propriétés publicitaires ou de les mettre en relation avec d'autres acteurs du secteur de la technologie publicitaire.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque le contrôle des biens ou services promis est transféré à nos clients, pour un montant qui reflète la contrepartie à laquelle nous nous attendons à avoir droit en échange de ces biens ou services. Nous déterminons la comptabilisation des produits en appliquant les étapes suivantes :

- Identification du ou des contrats avec un client ;
- Identification des obligations de performance dans le contrat ;
- Détermination du prix de la transaction ;
- Allocation du prix de la transaction aux obligations de performance du contrat ;

Comptabilisation des revenus lorsque, ou au fur et à mesure que, nous remplissons une obligation de performance.

Nous avons plusieurs modèles de tarification qui comprennent des modèles de pourcentage des dépenses, ainsi que des modèles de tarification au coût par clic et au coût par impression.

Modèles de tarification au coût par clic et au coût par impression

Nous comptabilisons le chiffre d'affaires lorsque nous transférons le contrôle des services promis directement à nos clients pour un montant qui reflète la contrepartie à laquelle nous nous attendons à avoir droit en échange de ces services.

Pour les campagnes tarifées au coût par clic, nous facturons nos clients lorsqu'un utilisateur clique sur une publicité que nous diffusons ou installe une application en cliquant sur une publicité que nous avons diffusée, respectivement. Pour ces modèles de tarification, nous comptabilisons le chiffre d'affaires lorsqu'un utilisateur clique sur une publicité, car nous considérons la livraison des clics comme notre obligation de performance.

Pour les campagnes tarifées au coût par impression, nous facturons nos clients sur la base du nombre de fois qu'une publicité est affichée à un utilisateur. Pour ce modèle de tarification, nous comptabilisons le chiffre d'affaires lorsqu'une publicité est affichée, car nous considérons que l'affichage des publicités est notre obligation de performance.

Modèles de pourcentage des dépenses

La plate-forme de Criteo permet l'achat et la vente de médias commerciaux grâce à une plate-forme en libre-service de bout en bout, destinée à nos clients marques, agences et détaillants, et est tarifée selon un modèle de pourcentage des dépenses.

Nous générons des revenus lorsque nous fournissons une plateforme pour l'achat et la vente de l'inventaire publicitaire numérique des médias de détail. La plateforme met en relation les vendeurs et les acheteurs d'inventaires publicitaires numériques sur un marché en ligne. Les détaillants fournissent un inventaire publicitaire à la plateforme et les marques et agences font des offres sur l'inventaire publicitaire numérique des détaillants. Les offres gagnantes peuvent créer de la publicité, ou des impressions payées, que les détaillants affichent aux visiteurs de leur site web.

Le volume total des dépenses entre les acheteurs et les vendeurs sur la plateforme de la société est appelé dépenses médiatiques. Nous facturons aux marques, aux agences et aux détaillants une redevance contractuelle, basée sur un pourcentage des dépenses médias en cours, pour l'utilisation de notre plateforme. Nous comptabilisons le chiffre d'affaires lorsqu'une publicité est affichée ou fait l'objet d'un clic.

Les solutions de Criteo offrent une plateforme d'échange en ligne à travers laquelle les partenaires fournisseurs peuvent soumettre des demandes d'offres pour les médias qu'ils souhaitent vendre, et les partenaires demandeurs peuvent soumettre des offres pour les médias qu'ils souhaitent acheter à travers les opérations d'un échange dynamique en temps réel où les médias sont vendus aux partenaires demandeurs dont les offres sont sélectionnées par les partenaires fournisseurs.

Nous générons des revenus en facturant à la demande ou à l'offre un pourcentage du total des dépenses médias échangées par l'intermédiaire de nos solutions. Nous comptabilisons le chiffre d'affaires lorsqu'une publicité est affichée ou fait l'objet d'un clic.

Agent ou principal

Lorsqu'un tiers est impliqué dans la prestation de nos services au client, par le biais de la fourniture d'un inventaire publicitaire numérique, nous évaluons si nous agissons en tant que principal ou agent dans le cadre de l'accord. L'évaluation est basée sur le degré de contrôle que nous exerçons sur les services spécifiés à tout moment avant qu'ils ne soient transférés au client. Déterminer si nous agissons en tant que mandant ou agent requiert du jugement.

Nous agissons principalement en tant que principal dans notre secteur des solutions marketing car (i) nous contrôlons l'inventaire publicitaire avant qu'il ne soit transféré à nos clients ; (ii) nous sommes seuls responsables de l'exécution de la promesse publicitaire et supportons les risques liés à l'inventaire et (iii) nous avons toute latitude pour fixer les prix. Par conséquent, sur la base de ces facteurs et d'autres, nous avons déterminé que nous agissons principalement en tant que mandant pour nos missions Criteo Marketing Solutions et, en conséquence, nous présentons les revenus gagnés et les coûts connexes encourus sur une base brute.

Nous agissons principalement en tant qu'agent dans notre segment Média de détail. Pour les accords liés aux transactions utilisant nos solutions historiques de médias de détail, nous considérons que nous agissons en tant que principal, car nous exerçons un contrôle significatif sur la campagne publicitaire du client. Pour les accords liés aux transactions utilisant notre plateforme, une solution en libre-service offrant transparence, mesure et contrôle à nos clients

marques, agences et détaillants, nous agissons en tant qu'agent, car nous (i) ne contrôlons pas l'inventaire publicitaire avant qu'il ne soit transféré à nos clients, (ii) n'avons pas de risques liés à l'inventaire car nous n'achetons pas l'inventaire à l'avance et (iii) avons une discrétion limitée dans l'établissement des prix car nous facturons des frais de plateforme basés sur un pourcentage de l'inventaire publicitaire numérique acheté grâce à l'utilisation de la plateforme. Par conséquent, nous présentons les revenus gagnés et les coûts connexes encourus par la solution de plateforme sur une base nette.

Nous agissons en tant qu'agent dans le segment Iponweb car nous (i) ne contrôlons pas l'inventaire publicitaire avant qu'il ne soit transféré à nos clients, (ii) n'avons pas de risques liés à l'inventaire car nous n'achetons pas l'inventaire à l'avance et (iii) avons un pouvoir discrétionnaire limité dans l'établissement des prix car nous facturons une redevance basée sur un pourcentage de l'inventaire publicitaire numérique négocié par le biais de nos solutions. Par conséquent, nous présentons le chiffre d'affaires réalisé et les coûts connexes encourus par les solutions Iponweb sur une base nette.

Rabais et incitations

Criteo offre à certains clients des remises et des incitations qui peuvent être fixes ou variables. Les incitations fixes peuvent représenter des paiements à un client directement liés à la conclusion d'un accord, qui sont capitalisés et amortis de manière linéaire sur la durée de l'accord. Les rabais et incitations variables sont calculés sur la base du montant attendu à fournir aux clients et sont comptabilisés en tant que réduction du chiffre d'affaires. Nous calculons ces montants sur la base des performances estimées des clients, telles que les seuils de volume, et des conditions des accords commerciaux correspondants.

Produits constatés d'avance

Nous enregistrons des produits différés lorsque des paiements en espèces sont reçus ou dus avant la réalisation de nos prestations. Nos conditions de paiement varient en fonction du service ou du type de client. Pour certains clients, nous exigeons le paiement avant que les services ne soient fournis.

Expédients pratiques

Nous n'indiquons pas la valeur des obligations de performance non satisfaites pour (i) les contrats dont la durée initiale prévue est inférieure ou égale à un an et (ii) les contrats pour lesquels nous comptabilisons les produits au montant auquel nous avons le droit de facturer les services fournis.

Nous passons généralement en charges les commissions de vente lorsqu'elles sont encourues, car la période d'amortissement aurait été d'un an ou moins. Ces coûts sont comptabilisés dans les frais de vente et d'exploitation.

Coût des ventes

Le coût des ventes est composé du coût d'achat des impressions et des autres coûts des ventes.

Coût d'achat des impressions. Il s'agit principalement des achats d'impressions effectués auprès des éditeurs sur une base CPM (Coût Par « Mille »). Les achats d'impressions se font directement auprès des éditeurs ou auprès d'intermédiaires comme les sociétés d'Ad-exchanges.

Les coûts d'achat des impressions sont reconnus en coût des ventes, pour chaque éditeur, dès que les impressions sont délivrées. Les dettes relatives aux éditeurs sont comprises dans la rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés" de l'état consolidé de la situation financière.

Pour les solutions existantes au sein de Criteo Retail Media, le Groupe paie l'inventaire des partenaires e-commerce sur la base d'un partage des revenus, versant aux commerçants une partie du chiffre d'affaires générés par les clics des utilisateurs sur les produits sponsorisés affichant les produits des marques de nos clients. Pour les solutions Retail Media Platform, les revenus sont comptabilisés sur une base nette et il n'y a pas de coûts d'acquisition de trafic associés.

Pour les solutions au sein d'Iponweb, les revenus sont comptabilisés sur une base nette.

Autres coûts des ventes. Les autres coûts des ventes sont constitués des coûts d'hébergement, de la location, de l'amortissement des data centers ainsi que du coût d'acquisition de données achetées auprès de tiers et les taxes sur les services numériques .

La société ne construit ni n'exploite ses propres centres de données et aucun de ses employés en recherche et développement n'est affecté à des activités génératrices de revenus. Par conséquent, nous n'incluons pas les coûts de ce personnel dans les autres coûts des ventes.

Frais de publicité et de promotion

Les frais de publicité sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus et sont inclus dans les frais de marketing et de vente dans le compte de résultat consolidé. Nous avons encouru des frais de publicité de 1,6 million d'euros, 7,0 millions d'euros et 2,3 millions d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2023, 2022 et 2021, respectivement.

Accords de paiement fondé sur des actions

Les actions gratuites, options de souscription d'action et les bons de souscription d'action sont exclusivement attribués aux employés ou aux administrateurs du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions*, ces attributions d'instruments de capitaux propres sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée à partir du modèle d'évaluation le plus approprié en fonction des caractéristiques de chaque plan.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution est comptabilisée en charges de personnel (et allouée par fonction dans l'état consolidé du résultat net) en mode linéaire sur chacun des jalons composant la période d'acquisition des droits, avec en contrepartie, une augmentation correspondante dans les capitaux propres.

A chaque date de clôture, le Groupe réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, l'impact d'une révision de l'estimation est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Impôts sur le résultat

Le Groupe a choisi de comptabiliser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« C.V.A.E ») en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 12 - *Impôts sur les bénéfiques*.

Le *Crédit d'Impôt Recherche* (« CIR ») est une incitation fiscale française destinée à renforcer les investissements en matière de recherche et développement (« R&D »). Le CIR est généralement déduit de l'impôt sur le résultat à payer, et le cas échéant, la fraction qui n'a pu être imputée à l'issue de trois exercices fiscaux est remboursée. Le CIR est calculé sur la base du volume de dépenses de R&D éligibles et déclarées.

En conséquence, le Crédit d'Impôt Recherche est présenté en déduction des « Frais de recherche et développement » de l'état consolidé du résultat net. Seules les dépenses de R&D effectuées en France ont été retenues dans le volume de dépenses déclarées au titre du CIR.

Le crédit d'impôt recherche américain est une incitation fiscale pour promouvoir les activités de recherche et de développement aux Etats-Unis. Les dépenses de recherche et de développement éligibles génèrent un crédit d'impôt pouvant être déduit des futurs résultats taxables après imputation des déficits reportables et des crédits d'impôt étrangers. Il n'est pas remboursable et dès lors comptabilisé en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 12- *Impôts sur les bénéfiques*. Seules les dépenses de R&D effectuées aux Etats-Unis ont été retenues dans la détermination du crédit d'impôt américain.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes, ainsi que sur les pertes fiscales. Les différences sont temporaires lorsqu'il est prévu qu'elles s'inversent dans un futur proche. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement dans la mesure où le Groupe estime, au regard des résultats fiscaux prévisionnels attendus sur les trois prochains exercices, qu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, pour y imputer ces différences temporaires déductibles et pertes fiscales reportables.

La détermination des actifs d'impôt différé implique une part importante de jugement et le recours à des estimations de la part de la Direction ; si les résultats fiscaux futurs s'avéraient être sensiblement différents de ceux ayant servi de base à la comptabilisation des actifs d'impôt différé, le montant de ces derniers devra être révisé en conséquence (à la hausse ou à la baisse), entraînant potentiellement un impact significatif sur le résultat net du Groupe.

Conformément à la norme IAS 12 - *Impôts sur les bénéfiques*, les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale incluse dans le périmètre de consolidation.

Passifs d'impôts non courants

Nous ne comptabilisons les avantages fiscaux découlant de positions fiscales incertaines que si nous pensons qu'il est plus probable qu'improbable que la position fiscale sera maintenue lors d'un examen par les autorités fiscales sur la base des mérites techniques de la position. Ces positions fiscales incertaines comprennent nos estimations relatives aux prix de transfert qui ont

été élaborées sur la base d'analyses des prix appropriés pratiqués dans des conditions de concurrence normale. De même, nos estimations relatives aux positions fiscales incertaines concernant les crédits d'impôt pour la recherche sont basées sur une évaluation de la suffisance de la documentation disponible corroborant la nature de nos activités soutenant les crédits d'impôt. Bien que nous pensons avoir constitué des provisions suffisantes pour nos positions fiscales incertaines (y compris les intérêts nets et les pénalités), nous ne pouvons garantir que le résultat fiscal final ne sera pas sensiblement différent.

Nous procédons à des ajustements de ces réserves conformément aux directives fiscales et comptables lorsque les faits et les circonstances changent, comme la clôture d'un contrôle fiscal ou l'affinement d'une estimation. Dans la mesure où le résultat fiscal final est différent des montants comptabilisés, ces différences affecteront la provision pour impôts sur le revenu dans la période au cours de laquelle cette détermination est faite, et pourraient avoir un impact important sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Secteurs opérationnels

Nous présentons nos résultats financiers sur la base de trois secteurs d'activité : Marketing Solutions, Retail Media et Iponweb.

Les informations sectorielles présentées sont établies sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse des performances des activités et pour l'affectation des ressources (approche de gestion). Un secteur opérationnel est une composante de la société pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles et qui est évaluée régulièrement par notre Chief Operating Decision Maker ("CODM") pour décider de l'affectation des ressources et évaluer les performances.

Notre CODM est notre PDG.

Résultats par action

Conformément à la norme IAS 33 - *Résultat par action*, le résultat de base par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé sur la base des mouvements observés au niveau du capital social. Par ailleurs, le résultat dilué par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, majoré de toutes les actions potentiellement dilutives non encore émises.

Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er Janvier 2023

Les nouvelles normes et amendements suivants ont été adoptés par Criteo le 1er janvier 2023 :

- IAS 1, *Informations à fournir sur les méthodes comptables*
- IAS 8, *Définition des estimations comptables*
- IAS 12, *Réforme fiscale internationale – Introduction des règles du modèle du deuxième pilier « Pillar II »*
- IAS 12, *Impôt différé relatif aux actifs et aux passifs résultant d'une transaction unique*
- IFRS 17, *Contrats d'assurance : Application initiale des normes IFRS 17 et de l'IFRS 9 - Informations comparatives*

À l'exception des modifications de l'IAS 12 (veuillez vous référer à la note 10), aucune nouvelle norme ou modification n'a eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2023.

Normes et interprétations adoptées mais non encore applicables au 31 décembre 2023

- IAS 1, *Présentation des états financiers : classification de dettes parmi les éléments courants ou non-courants et classifications des dettes non-courantes assorties de covenants*
- IAS 7 et IFRS 7, *Accords de financement des fournisseurs*
- IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Manque d'échangeabilité*
- IFRS 16, *Contrats de location : Dettes de location dans un contrat de cession-bail*

Note 3 – Estimations et jugements comptables déterminants

Méthodes comptables et estimations critiques

Nos états financiers consolidés sont préparés conformément aux normes IFRS. La préparation de nos états financiers consolidés exige que nous fassions des estimations, des hypothèses et des jugements qui affectent les montants déclarés des produits, des actifs, des passifs, des coûts et des dépenses. Nous fondons nos estimations et nos hypothèses sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables au vu des circonstances. Nous évaluons nos estimations et nos hypothèses de manière continue. Nos résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les domaines dans lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour les états financiers consolidés sont les suivants : (1) l'évaluation brute par rapport à l'évaluation nette dans la comptabilisation des revenus, (2) les impôts sur le revenu, y compris i) la comptabilisation des actifs d'impôts différés découlant des bénéfices imposables projetés des filiales pour les années futures, ii) l'évaluation des positions fiscales incertaines associées à notre politique de prix de transfert et iii) la comptabilisation de la position fiscale relative aux réformes fiscales récemment adoptées dans les pays où nous opérons, (3) les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs à long terme, y compris les actifs incorporels, et le goodwill, et (4) les hypothèses entourant la comptabilisation et l'évaluation des passifs éventuels et des pertes.

Reconnaissance des revenus - évaluation brute ou nette

Pour les revenus générés par des accords qui impliquent l'achat de stocks auprès de propriétaires de médias, un jugement important est nécessaire pour évaluer si nous sommes le principal, et comptabilisons les revenus sur une base brute, ou l'agent, et comptabilisons les revenus sur une base nette. Dans cette évaluation, nous examinons si nous obtenons le contrôle des biens ou services spécifiés avant qu'ils ne soient transférés au client, ainsi que d'autres indicateurs tels que la détermination de la partie principalement responsable de l'exécution du service promis, le risque lié aux stocks et le pouvoir discrétionnaire dans l'établissement du prix. L'évaluation de la question de savoir si nous sommes considérés comme le principal ou l'agent dans une transaction peut avoir une incidence sur les produits et le coût des produits comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Pour plus d'informations sur les produits et les hypothèses utilisées pour déterminer la comptabilisation des produits, voir la section "Comptabilisation des produits" de la présente note.

Impôts sur le revenu

Nous sommes soumis à l'impôt sur le revenu en France et dans de nombreuses juridictions étrangères. Nous comptabilisons des impôts différés sur toutes les différences temporaires entre la base comptable et la base fiscale des actifs et des passifs, ainsi que sur les pertes

fiscales, en utilisant la méthode du report variable. L'évaluation des actifs d'impôts différés est réduite, si nécessaire, par une provision pour dépréciation des avantages fiscaux dont la réalisation n'est pas attendue. Si les bénéfices imposables futurs sont considérablement différents des prévisions qui justifient l'enregistrement des actifs d'impôts différés, nous devons revoir à la baisse ou à la hausse le montant des actifs d'impôts différés, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur nos résultats financiers.

Nous ne comptabilisons également les avantages fiscaux découlant de positions fiscales incertaines que si nous estimons qu'il est plus probable qu'improbable que la position fiscale soit maintenue après examen par les autorités fiscales, sur la base des mérites techniques de la position. Ces positions fiscales incertaines comprennent nos estimations en matière de prix de transfert qui ont été élaborées sur la base d'analyses de prix de pleine concurrence appropriés. De même, nos estimations relatives aux positions fiscales incertaines concernant les crédits d'impôt pour la recherche et le développement sont basées sur une évaluation de la suffisance de la documentation disponible corroborant la nature de nos activités à l'appui des crédits d'impôt.

Évaluation des actifs à long terme, y compris le goodwill, et des immobilisations incorporelles

Nous attribuons la juste valeur du prix d'achat aux actifs corporels acquis, aux passifs pris en charge et aux actifs incorporels acquis sur la base de leur juste valeur estimée. L'excédent de la juste valeur du prix d'achat sur la juste valeur de ces actifs et passifs identifiables est comptabilisé en tant que goodwill pour les unités d'exploitation sur la base de l'avantage attendu du regroupement d'entreprises. Ces évaluations exigent de la direction qu'elle fasse des estimations et des hypothèses importantes, en particulier en ce qui concerne les actifs incorporels.

Les estimations importantes dans l'évaluation de certaines immobilisations incorporelles comprennent, sans s'y limiter, les coûts de remplacement estimés et les flux de trésorerie futurs attendus des utilisateurs acquis, la technologie acquise, les brevets acquis et les noms commerciaux du point de vue des acteurs du marché, les durées de vie utile et les taux d'actualisation. Les estimations de la direction concernant la juste valeur sont basées sur des hypothèses jugées raisonnables, mais qui sont intrinsèquement incertaines et imprévisibles et, par conséquent, les résultats réels peuvent différer des estimations. L'allocation du prix d'achat aux actifs et passifs identifiables affecte notre charge d'amortissement, car les actifs incorporels acquis à durée de vie limitée sont amortis sur leur durée de vie utile, tandis que les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, y compris le goodwill, ne sont pas amortis. Au cours de la période d'évaluation, qui ne doit pas dépasser un an à compter de la date d'acquisition, nous pouvons enregistrer des ajustements des actifs acquis et des passifs pris en charge, avec la compensation correspondante du goodwill. À l'issue de la période d'évaluation, tout ajustement ultérieur est comptabilisé dans les résultats.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au niveau de l'unité d'exploitation une fois par an ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances sont susceptibles de ramener la juste valeur d'une unité d'exploitation en dessous de sa valeur comptable. Le goodwill a été attribué aux secteurs en utilisant une approche d'attribution de la juste valeur relative. Au 31 décembre 2023, aucune dépréciation du goodwill n'a été identifiée.

Les actifs à long terme, y compris les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée de vie limitée, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable. L'évaluation est effectuée au niveau le plus bas pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont largement indépendants des flux de trésorerie des autres actifs et passifs. La recouvrabilité de ces actifs est mesurée en comparant leur valeur comptable aux flux de trésorerie futurs non actualisés que l'on s'attend à ce que ces actifs génèrent à partir de leur utilisation et de leur cession éventuelle. Si cet examen indique que la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles n'est pas recouvrable, la valeur comptable de ces actifs est ramenée à leur juste valeur.

Pertes et passifs éventuels

En ce qui concerne les litiges, les réclamations et les risques non liés à l'impôt sur le revenu, qui peuvent donner lieu à la comptabilisation d'une provision, nous faisons preuve d'un grand discernement dans l'évaluation et la comptabilisation des provisions ou dans la détermination de l'exposition à des passifs éventuels liés à des litiges en cours, à d'autres réclamations en suspens et à des audits non liés à l'impôt sur le revenu. Ces jugements et estimations sont susceptibles d'être modifiés au fur et à mesure que de nouvelles informations sont disponibles.

Note 4 – Faits marquants et événements significatifs

Acquisition de Brandcrush

Le 28 février 2023, le Groupe a finalisé l'acquisition de toutes les actions en circulation de Brandcrush Pty Ltd. (« Brandcrush »). Le prix d'acquisition des actions était de 7,1 millions de dollars (6,4 millions d'euros). L'acquisition a été financée par les ressources de trésorerie disponibles. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode comptable de l'acquisition. L'allocation du prix d'acquisition a été finalisée, aboutissant à l'identification d'un actif incorporel relatif à de la technologie pour 3,5 millions de dollars (3,2 millions d'euros) et un goodwill s'élevant à 5,0 millions de dollars (4,5 millions d'euros). De plus, des coûts d'acquisition s'élevant à 0,7 million de dollars (0,6 millions d'euros) ont été entièrement comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils ont été engagés.

Acquisition d'Iponweb

Le 1er août 2022, le Groupe a conclu un contrat-cadre d'achat, qui prévoyait l'acquisition de l'activité d'Iponweb Holding Limited, une société AdTech leader sur le marché avec des capacités de trading de médias.

Le cout d'acquisition, conformément à IFRS 3 - Regroupement d'entreprises, s'élève à 290,2 million de dollars (283,6 millions d'euros) pour l'activité Iponweb, dont 61,2 million de dollars (59,8 millions d'euros) représentent la juste valeur de la contrepartie conditionnelle. Cette contrepartie conditionnelle est payable en numéraire aux vendeurs pour un montant maximum de 100 million de dollars (97,7 millions d'euros), sous réserve de la réalisation de certains objectifs de chiffre d'affaires net par l'activité Iponweb pour les exercices 2022 et 2023 (voir la note 26 pour plus de détails).

La Société a transféré des actions propres d'une juste valeur de 70,2 million de dollars (68,6 millions d'euros) aux vendeurs d'Iponweb, sous réserve de conditions de présence (voir la Note 8 pour plus de détails).

La transaction a été comptabilisée comme une acquisition d'entreprise. L'allocation du prix d'acquisition a été réalisée et a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill de 187,6 million de dollars (183,3 millions d'euros).

Restructuration

Dans le cadre de son plan de transformation en cours, Criteo a engagé des coûts de restructuration pour 20,8 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Le tableau suivant résume les activités de restructuration au 31 décembre 2023 incluses dans les autres passifs à court terme du bilan :

	Salaires et autres avantages
Passif de restructuration au 1er janvier 2023	
Charge de restructuration	20 781
Montants décaissés	(16,684)
Passif de restructuration au 31 décembre 2023	4 097

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, 12,6 millions d'euros ont été inclus dans les frais de recherche et développement, 5,1 millions d'euros dans les frais généraux et administratifs et 3,2 millions d'euros dans les frais marketing et commerciaux.

Note 5 – Informations sectorielles

Secteurs opérationnels

Le Groupe présente une information sectorielle basée sur l'approche "management". L'approche managériale désigne le reporting interne utilisé par la direction pour prendre des décisions et évaluer la performance comme source des secteurs opérationnels du Groupe.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le Groupe a présenté ses résultats d'exploitation à travers les trois segments suivants : Marketing Solutions, Retail Media et Iponweb.

- *Marketing solutions* : Le secteur Marketing Solutions permet aux entreprises commerciales d'atteindre de multiples objectifs marketing en engageant leurs consommateurs avec des publicités personnalisées au sein de l'environnement internet, mobiles et hors ligne.
- *Retail Media* : Le secteur Retail Media permet aux retailers de générer des revenus publicitaires à partir de marques de consommateurs, et/ou de générer des ventes pour eux-mêmes, en monétisant leurs données et leur audience grâce à des publicités personnalisées, soit sur leur propre site internet, soit sur l'internet ouvert, qui répondent à de multiples objectifs marketing.
- *Iponweb* : Iponweb est spécialisée dans la création de technologies publicitaires en temps réel et d'infrastructures d'échanges, offrant des capacités avancées d'achat, de vente et de conditionnement de médias pour les propriétaires de médias, les agences, les annonceurs et les plateformes de technologie publicitaire tierces.

Le Chief Operating Decision Maker ("CODM") du Groupe alloue des ressources et évalue la performance de chaque secteur opérationnel en utilisant des informations sur la Contribution ex-TAC, qui est la mesure de la rentabilité sectorielle de Criteo et qui reflète notre marge brute plus d'autres coûts de revenus. Le CODM n'examine aucune autre information financière pour nos trois secteurs, autre que la contribution ex-TAC.

Notre CODM est notre PDG.

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires par secteurs opérationnels :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Marketing Solutions	1 696 910	1 675 150	1 496 004
Retail Media	208 880	192 346	193 243
Iponweb	—	51 553	113 229
Total chiffre d'affaires	1 905 790	1 919 049	1 802 476

Le tableau suivant montre la Contribution ex-TAC par secteurs opérationnels et sa réconciliation à l'état du résultat net :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Marketing Solutions	673 074	679 322	644 162
Retail Media	105 422	153 415	188 115
Iponweb	—	51 554	113 229
Total Contribution ex-TAC	778 496	884 291	945 506
Autres coûts des ventes	(116 757)	(125 805)	(146 250)
Marge brute	661 739	758 487	799 256
Charges opérationnelles			
Frais de recherche et développement	(128 002)	(178 872)	(225 358)
Frais marketing et commerciaux	(274 035)	(359 227)	(378 361)
Frais généraux et administratifs	(128 553)	(195 406)	(129 415)
Total charges opérationnelles	(530 590)	(733 505)	(733 134)
Résultat opérationnel	131 149	24 982	66 122
Résultat financier et autres	(1 363)	15 746	(3 902)
Résultat avant impôts	129 786	40 728	62 220

Note 6 – Gestion des risques financiers

Risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la fin de chaque exercice est représentée par la valeur comptable des actifs financiers et résumée dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Investissements financiers	48,825	23 531	20 403
Actifs financiers non courants	6,239	5 558	4 791
Clients et comptes rattachés	513,849	664 663	701 887
Autres créances d'exploitation	94,524	122 037	135 244
Trésorerie et équivalents de trésorerie	455,33	326 518	304 040
Total	1 118,767	1 142 307	1 166 365

Créances clients

Un risque de crédit existe si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus, alors une perte éventuelle peut survenir. Le Groupe a mis en place un suivi permanent du risque-crédit de ses clients. Lorsqu'une exposition possible au risque est identifiée, le Groupe exige de ses clients le versement d'acomptes.

Pour chaque exercice présenté, la balance âgée des créances clients et les risques de pertes de crédit attendues se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021				31 Décembre, 2022				31 Décembre, 2023			
	Valeur brute	%	Provision	%	Valeur brute	%	Provision	%	Valeur brute	%	Provision	%
Non échues	339 231	61%	(2 418)	6%	456 034	64 %	(1 001)	2 %	498 772	67 %	(51)	4 %
Echues entres 0 et 30 jours	96 181	17%	(5)	—%	125 013	18 %	(1 702)	4 %	140 478	19 %	(1 304)	(1)%
Echues entres 31 et 60 jours	33 326	6%	(220)	1%	33 031	5 %	(219)	— %	32 347	4 %	(383)	1 %
Echues entres 61 et 90 jours	17 587	3%	(65)	—%	17 607	2 %	(144)	— %	13 336	2 %	(406)	1 %
Echues depuis plus de 90 jours	67 611	12%	(37 379)	93%	77 796	11 %	(41 752)	92 %	56 243	8 %	(37 095)	95 %
Total	553 936	100%	(40 087)	100%	709 481	100 %	(44 818)	100 %	741 176	100 %	(39 239)	100 %

Trésorerie et équivalents de trésorerie et investissements financiers

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les investissements financiers comprennent exclusivement des placements sécurisés tels que des comptes à termes rémunérés.

Risque de marché

Risque de change

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la livre sterling, du dollar américain, du yen japonais ou du real brésilien contre l'euro aurait les impacts suivants dans l'état consolidé du résultat net, incluant les participations ne donnant pas le contrôle :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2021		31 Décembre 2022		31 Décembre 2023	
GBP/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	(285)	285	(428)	428	(67)	67

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2021		31 Décembre 2022		31 Décembre 2023	
USD/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	1 770	(1 770)	3 408	(3 408)	4 168	(4 168)

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2021		31 Décembre 2022		31 Décembre 2023	
JPY/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	793	(793)	531	(531)	1 679	(1 679)

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2021		31 Décembre 2022		31 Décembre 2023	
BRL/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	(34)	34	(223)	223	204	(204)

Risque de contrepartie

Au 31 décembre 2023, le Groupe dispose d'une trésorerie nette positive. Depuis 2012, le Groupe dispose d'une de gestion trésorerie commune (Cash Pooling) pour toutes les entités, ce qui renforce la centralisation de la gestion de la trésorerie. Les décisions en termes d'investissements et de financements sont prises par le service de trésorerie central interne. Le Groupe traite uniquement avec des contreparties bénéficiant de notations élevées. De plus, dans le cadre de la procédure de gestion des risques et des investissements mis en place par le Groupe, notre service de trésorerie central interne s'assure de la répartition équilibrée des investissements, indépendamment de la notation de cette contrepartie.

Risque de liquidité

Les tableaux suivants résument pour chaque exercice présenté les échéances contractuelles résiduelles de nos passifs financiers et de nos engagements dans le cadre de contrats de location :

31 Décembre 2021					
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	885	885	567	318	—
Dettes location	112 750	112 750	30 370	82 380	—
Fournisseurs et comptes rattachés	380 317	380 317	380 317	—	—
Autres dettes d'exploitation	173 611	173 611	173 611	—	—
Total	667 563	667 563	584 865	82 698	—

31 Décembre 2022					
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	274	274	205	69	—
Dettes location	100 886	100 886	28 790	72 096	—
Fournisseurs et comptes rattachés	697 942	697 942	697 942	—	—
Autres dettes d'exploitation	211 758	211 758	211 758	—	—
Total	1 010 860	1 010 860	938 695	72 165	—

31 Décembre 2023					
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	3 137	3 137	3 067	70	—
Dettes location	105 612	105 612	31 464	74 148	—
Fournisseurs et comptes rattachés	760 208	760 208	760 208	—	—
Autres dettes d'exploitation	257 434	257 434	257 434	—	—
Total	1 126 391	1 126 391	1 052 173	74 218	—

Note 7 – Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques

Le Groupe opère dans les trois zones géographiques suivantes :

- Amériques : Amérique du Nord et Amérique du Sud
- EMEA : Europe, Moyen-Orient, Afrique et
- Asie-Pacifique.

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires consolidé de chaque zone géographique pour chaque exercice présenté. Le chiffre d'affaires par zone géographique est basé selon le pays de réalisation des campagnes des annonceurs.

(En milliers d'euros)	Amériques	EMEA	Asie-Pacifique	Total
31 Décembre, 2021	775 332	713 636	416 822	1 905 790
31 Décembre, 2022	849 676	671 982	397 391	1 919 049
31 Décembre, 2023	820 325	621 897	360 254	1 802 476

Le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 92,7 millions d'euros, 105,7 millions d'euros et 128,9 millions d'euros pour les exercices présentés respectivement aux 31 décembre 2023, 2022 et 2021.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les autres pays significatifs est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Amériques			
Etats-Unis	689 916	760 734	742 695
EMEA			
Allemagne	184 228	186 459	185 048
Royaume-Uni	73 908	77 034	66 172
Asie-Pacifique			
Japon	261 486	240 699	200 705

Pour chaque exercice présenté, les actifs non courants (correspondant à la valeur comptable nette des actifs corporels et incorporels) sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les données géographiques correspondent au pays d'immatriculation des entités juridiques.

(En milliers d'euros)	Holding	Amériques	dont Etats-Unis	EMEA	Asie- Pacifique	dont: Japon	Singapour	Total
31 Décembre, 2021	86 196	75 008	74 027	5 329	29 993	12 502	13 818	196 526
31 Décembre, 2022	176 164	87 148	84 894	4 788	19 909	8 278	11 567	288 009
31 Décembre, 2023	180 493	80 911	80 777	3 188	13 582	6 022	6 954	278 174

Note 8 – Paiements fondés sur des actions

Paiements fondés sur des actions

La charge de paiements fondés sur des actions enregistrée au sein de l'état du résultat net est la suivante :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
- Frais de recherche et développement	(13 809)	(35 530)	(50 661)
- Frais marketing et commerciaux	(10 675)	(13 495)	(18 502)
- Frais généraux et administratifs	(13 165)	(13 616)	(20 692)
Total paiements fondés sur des actions	(37 649)	(62 641)	(89 855)
Bénéfices fiscaux issus des paiements fondés sur des actions	4 106	5 147	7 271
Total paiements fondés sur des actions, net de bénéfice fiscal	(33 543)	(57 494)	(82 584)

La répartition de la charge de rémunération des attributions d'actions par type d'instrument est la suivante :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Options sur actions	(830)	(97)	(83)
Actions bloquées	—	(15 781)	(30 719)
Unités d'actions restreintes / Unités d'actions de performance	(35 302)	(44 995)	(57 276)
BSPCE	(1 517)	(1 768)	(1 777)
Total des rémunérations fondées sur des actions	(37 649)	(62 641)	(89 855)
Bénéfices fiscaux issus des paiements fondés sur des actions	4 106	5 147	7 271
Total paiements fondés sur des actions, net de bénéfice fiscal	(33 543)	(57 494)	(82 584)

Évolution du nombre de BSPCE / OSA / Actions gratuites en circulation

Les actions octroyées dans le cadre des paiements fondés sur des actions de la Société sont généralement acquises sur quatre ans, sous réserve du service continu rendu par le salarié jusqu'à la date d'acquisition, et expirent au plus tard 10 ans à compter de la date d'attribution.

	Instruments en circulation			
	Nombre d'instruments	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Valeur intrinsèque globale
Solde au 31 décembre 2022	372 329			
Attribués	—			
Exercés	(43 617)			
Annulés	(5 933)			
Expirés	(3 541)			
Solde au 31 décembre 2023	319 238			
Vesté et exerçable au 31 décembre 2023	319 238	€20,74	4,18	€4,65

La valeur intrinsèque globale représente la différence entre le prix d'exercice des options et la juste valeur des actions ordinaires à la date d'exercice. Aucune nouvelle action avec option d'achat n'a été attribuée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2023, aucune charge de paiements fondés sur des actions non liée aux actions attribuées non acquises n'a été comptabilisée.

Évolution du nombre d'actions soumises à restriction

Le 1er août 2022, 2 960 243 actions propres ont été transférées au Fondateur (appelées Actions soumises à restriction ou "LUS"), en rémunération partielle de l'acquisition d'Iponweb. Ces actions étant soumises à une période d'indisponibilité expirant en trois tranches à chacun des trois premiers anniversaires de l'Acquisition Iponweb, à moins que le contrat de travail du Fondateur ne soit résilié dans certaines circonstances pendant la durée de cette période d'indisponibilité, elles sont considérées comme des paiements fondés sur des actions réglés en actions selon IFRS 2 et sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Les actions ont été évaluées sur la base du prix moyen pondéré en fonction du volume d'un ADS négocié sur le Nasdaq au cours des vingt (20) jours de bourse précédant immédiatement le 28 juillet 2022.

	Nombre d'instruments	Juste Valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Solde au 31 décembre 2022	2 960 243	
Attribués	—	
Vestés	(1 006 483)	
Annulés	—	
Solde au 31 décembre 2023	1 953 760	€23,94

Au 31 décembre 2023, la charge de paiements fondés sur des actions non reconnue est de 17,4 million d'euros liée aux actions attribuées, et non acquises. Cette charge sera comptabilisée de entre janvier 2024 et aout 2025.

Évolution du nombre d'actions gratuites

Les attributions d'actions gratuites sont généralement acquises sur quatre ans, du service continu rendu par le salarié jusqu'à la date d'acquisition.

	Nombre d'instruments (actions gratuites)	Juste Valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Solde au 31 décembre 2022	5 349 955	
Attribués	1 894 491	
Vestés	(1 476 005)	
Annulés	(475 178)	
Solde au 31 décembre 2023	5 293 263	€26,67

Au 31 décembre 2023, la charge de paiements fondés sur des actions non reconnue est de 69.2 million d'euros liée aux actions attribuées, et non acquises. Cette charge sera comptabilisée de manière linéaire sur une période moyenne pondérée de 3.1 ans.

	Nombre d'instruments (actions gratuites soumises à performance)	Juste Valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Solde au 31 décembre 2022	522 467	
Attribués	356 402	
Vestés	(204 218)	
Annulés	(14 256)	
Solde au 31 décembre 2023	660 395	€28,27

Au 31 décembre 2023, la charge de paiements fondés sur des actions non comptabilisée est de 8.8 million d'euros liée aux actions attribuées non acquises et sera comptabilisée de manière linéaire sur une période moyenne pondérée de 3.0 ans.

Évolution du nombre de Bons de Souscription d'Actions non destinés à des membres du personnel

Les BSA octroyés dans le cadre des paiements fondés sur des actions de la Société sont généralement acquises sur quatre ans, sous réserve du service continu rendu jusqu'à la date d'acquisition.

	Nombre d'instruments	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Valeur intrinsèque globale
Solde au 31 décembre 2022	302 775			
Attribués	—			
Vestés	(58 318)			
Annulés	—			
Expirés	—			
Solde au 31 décembre 2023	244 457	€17,65	4,48	€9,79

La valeur intrinsèque globale représente la différence entre le prix d'exercice des options et la juste valeur des BSA à la date d'exercice. Aucun nouveau BSA n'a été attribué au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2023, les BSA sont complètement acquis.

Note 9 – Résultat financier et autres produits et charges

Le résultat financier et autres produits et charges se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Produits des Placement Trésorerie	536	1 837	4 316
Intérêts et commissions	(1 921)	(1 922)	(2 075)
- Intérêts sur endettement	(1 682)	(1 443)	(1 674)
- Commissions	(239)	(479)	(401)
Intérêts sur dettes locatives ⁽¹⁾	(1 452)	(1 251)	(1 719)
Intérêts sur provisions pour risques et charges	—	2 143	(263)
Effet de désactualisation	—	(4 461)	(4 890)
Gain / (Perte) de change	(3 080)	18 775	(6 882)
Autres produits et charges financiers	4 554	625	7 611
Total produits et charges financiers et autres	(1 363)	15 746	(3 902)

⁽¹⁾ Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019.

Au 31 décembre 2023, le résultat financier et autres produits et charges est une charge s'élevant à 3,9 millions d'euros résultant principalement, du produit de la cession de participations non consolidées, entièrement compensé par la comptabilisation d'un impact négatif des taux de change, la désactualisation du complément de prix lié à l'acquisition d'Iponweb et les charges d'intérêts relatives à notre facilité de crédit renouvelable (RCF) disponible de 407 millions d'euros. Au 31 décembre 2023, notre exposition au risque de change était centralisée chez Criteo S.A. et couverte par des swaps de change ou des achats ou ventes à terme de devises.

Au 31 décembre 2022, le résultat financier et autres produits et charges est un produit s'élevant à 15,7 millions d'euros résultant principalement, (i) à l'impact positif des dérivés de change conclus pour garantir l'acquisition d'Iponweb. Cela a été partiellement compensé par 4,5 millions d'euros d'effet de désactualisation du passif de complément de prix lié à l'acquisition d'Iponweb. Les autres impacts proviennent des réévaluations de change nettes des couvertures associées de nos opérations, des revenus de trésorerie et équivalents de trésorerie, et des charges financières liées à l'amortissement des frais initiaux disponibles de notre facilité de crédit renouvelable (RCF) de 407 millions d'euros et des coûts de non-utilisation. Au 31 décembre 2022, notre exposition au risque de change était centralisée chez Criteo S.A. et couverte par des swaps de change ou des achats ou ventes à terme de devises.

Au 31 décembre 2021, le résultat financier et autres produits et charges est une perte s'élevant à 1,4 million d'euros résultant principalement, i) des intérêts sur dettes locatives, ii) de la charge financière relative à l'amortissement des frais initiaux et des commissions de non-utilisation dans le cadre de notre ligne de crédit renouvelable, compensés par les revenus liés à la vente de serveurs pour 2,5 millions d'euros et des dividendes reçus d'une participation minoritaire pour 2,0 millions d'euros. Au 31 décembre 2021, les principales positions supportant un risque de change sont centralisées et couvertes au niveau de la société-mère.

Note 10 – Impôts sur les résultats

Décomposition du poste « Impôts sur les résultats »

La ligne "Impôts sur les résultats" du compte de résultat consolidé se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Impôts exigibles	29 425	26 244	40 368
Impôts différés	(15 542)	3 411	(23 620)
Impôts sur les résultats	13 883	29 655	16 748

Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique

Le tableau suivant illustre le rapprochement entre la charge d'impôt sur les résultats effective et la charge d'impôt théorique (charge d'impôt calculée au taux nominal de 25,8% hors contributions supplémentaires) :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Résultat avant impôt	129 786	40 727	62 220
Taux théorique d'impôt	28,4 %	25,82 %	25,82 %
Charge d'impôt calculée au taux théorique	36 859	10 516	16 065
Eléments en réconciliation :			
- Crédit d'impôt recherche	(4 082)	(2 753)	(2 197)
- Paiement fondé sur des actions net de déductions fiscales	(1 209)	2 923	8 103
- BEAT taxe	5 548	—	—
- Provision non déductible (voir Note 25)	—	16 106	(5 127)
- Différences permanentes	5 475	5 874	4 873
- Impôt différés actifs non reconnus relatif aux pertes fiscales et aux différences temporaires	1 407	3 038	806
- Comptabilisation/ utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues	(8 896)	(4 405)	(1 627)
- C.V.A.E incluse en charge d'impôts	1 834	1 554	1 473
- Incidence des déductions fiscales spécifiques ⁽¹⁾	(21 684)	(6 421)	(4 180)
- Variation des passifs d'impôts	—	391	(814)
- Incidence des différences de taux d'imposition	(1 809)	2 643	(467)
- Autres Différences	440	189	(160)
Impôt reconnu au compte de résultat	13 883	29 655	16 748
Taux effectif d'impôt	10,9 %	72,8 %	26,9 %

⁽¹⁾ Les déductions fiscales spécifiques concernent l'imposition à taux réduit des redevances technologiques facturées par Criteo Technology aux filiales.

Actifs et passifs d'Impôts différés

Le tableau suivant présente les variations des principales sources d'impôts différés actifs et passifs :

(En milliers d'euros)	Provision Retraite	Déficits fiscaux	Immobilisation incorporelle et corporelle**	Autres*	Plafonnement des impôts différés	Position nette
Solde au 1er Janvier 2021	1 453	20 031	(16 633)	38 929	(31 035)	12 745
Variation en résultat net	144	5 975	1 711	7 119	800	15 749
Variation en autres éléments du résultat global	(337)	—	—	—	194	(143)
Variation de périmètre	—	2 080	(1 487)	18	(611)	—
Différences de change	2	1 517	(1 175)	2 243	(1 665)	922
Reclassement	—	—	(1 214)	(206)	1 420	—
Solde au 31 décembre 2021	1 262	29 603	(18 798)	48 103	(30 897)	29 273
Variation en résultat net	448	(9 769)	17 052	(14 120)	3 056	(3 333)
Variation en autres éléments du résultat global	(811)	—	—	—	486	(325)
Variation de périmètre	—	—	1 368	14	(845)	537
Différences de change	—	277	(963)	2 009	(376)	947
Reclassement	—	—	989	(370)	(619)	—
Solde au 31 décembre 2022	899	20 111	(352)	35 636	(29 195)	27 099
Variation en résultat net	135	(3 137)	17 167	8 276	1 104	23 545
Variation en autres éléments du résultat global	(69)	—	—	—	42	(27)
Variation de périmètre	—	—	—	(995)	995	—
Différences de change	—	29	(406)	(1 221)	94	(1 504)
Reclassement	—	—	(188)	188	—	—
Solde au 31 décembre 2023	965	17 003	16 221	41 884	(26 960)	49 113

*Les autres actifs et passifs d'impôts différés inclus principalement les crédits d'impôts recherches et charges à payer liées aux personnels.

**Inclus la capitalisation des coûts de R&D (section 174)

Le Groupe a des pertes fiscales reportables générées aux Etats-Unis dans plusieurs états pour 31,2 millions d'euros, dont la première date d'échéance est en 2034. Le Groupe a des pertes fiscales générées par la filiale anglaise pour 34,9 millions d'euros, sans date d'échéance. Le Groupe a des pertes reportables indéfinies issues de crédits d'impôts R&D dans différents états pour 5,3 millions d'euros.

L'utilisation de nos pertes fiscales reportables et de nos crédits d'impôt aux États-Unis peut être soumise à des limitation en raison des limites de changement de propriété prévues par le code IRS 382 et de dispositions similaires. Ces limitations annuelles pourraient entraîner l'expiration des pertes fiscales reportables et des crédits d'impôt avant leur utilisation.

Au 31 décembre 2023, nous n'avons pas fourni d'impôts différés sur les bénéfices non versés liés aux filiales étrangères. Nous avons l'intention de continuer à réinvestir ces revenus étrangers indéfiniment et ne prévoyons pas de payer d'impôts importants liés à ces montants.

Contrôles fiscaux en cours

En tant que société multinationale, nous sommes soumis à une revue et à un audit réguliers par les autorités fiscales fédérales et étatiques américaines et étrangères. Des incertitudes importantes existent quant au montant de nos obligations fiscales, y compris celles découlant de contestations potentielles de certaines positions que nous avons prises. Tout résultat défavorable d'une telle revue ou audit pourrait avoir une incidence défavorable sur notre taux d'imposition.

Positions fiscales incertaines

En 2023, le Groupe a comptabilisé un impôt exigible de 0,9 million d'euros lié à des reprises de positions fiscales incertaines et a comptabilisé un passif de 15,8 millions d'euros pour positions fiscales incertaines au 31 décembre 2023, dont aucun ne devrait raisonnablement être résolu dans les 12 prochains mois. Les intérêts et pénalités n'ont été significatifs sur aucun des exercices présentés.

Nos positions fiscales incertaines concernent l'acquisition d'Iponweb. Nous avons comptabilisé un actif d'indemnisation pour le montant total de la provision, car le Groupe est indemnisé de certaines obligations fiscales en vertu du contrat d'acquisition d'Iponweb. L'actif d'indemnisation est comptabilisé dans les « Autres actifs non courants » de l'état de la situation financière consolidé. Pour plus d'informations sur les acquisitions veuillez vous référer à la note 4 "Faits marquants".

Pilier 2

Le 8 octobre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a annoncé le Cadre inclusif OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, qui a convenu d'une solution à deux piliers pour relever les défis fiscaux découlant de la numérisation de l'économie. Le 20 décembre 2021, l'OCDE a publié les règles types du deuxième pilier ("Pilier 2") définissant l'impôt minimum mondial, qui prévoit l'imposition d'un taux minimum de 15 % pour les sociétés multinationales dont le chiffre d'affaires consolidé est supérieur à 750 millions d'euros. Un impôt complémentaire sera dû, soit au niveau national ("Qualified Minimum Domestic Top-Up Tax"), soit dans le cadre du calcul du deuxième pilier. Le groupe relève du champ d'application du deuxième pilier. Plusieurs juridictions étrangères, dans lesquelles le groupe opère, ont déjà adopté le deuxième pilier dans leur législation nationale à compter du 1er janvier 2024. D'autres sont en train de le faire. Nous évaluons actuellement l'impact potentiel du deuxième pilier en 2024 et sur les périodes futures, sur la base des dernières informations financières disponibles. Le groupe prévoit qu'une exonération transitoire de la sphère de sécurité devrait s'appliquer dans la plupart des juridictions sur la base des résultats de l'année précédente. Compte tenu des incertitudes et des complexités liées à la nouvelle réglementation, l'impact quantitatif du deuxième pilier reste une estimation sujette à changement. Des impacts significatifs sur notre charge fiscale restent possibles. Le groupe continue de progresser dans son évaluation et prévoit de l'achever en 2024.

Note 11 – Catégories d'actifs et passifs financiers

Actif financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories d'actifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021		
	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Investissements financiers	48 825	—	48 825
Actif financiers non courants	6 239	6 239	6 239
Clients et comptes rattachés	513 849	513 849	513 849
Autres créances d'exploitation	94 524	94 471	94 471
dont instruments dérivés	53	—	53
Trésorerie et équivalents de trésorerie	455 330	—	455 330
Total	1 118 767	614 559	1 118 714

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2022		
	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Immobilisations financières	23 531	—	23 531
Actif financiers non courants	5 558	5 558	5 558
Clients et comptes rattachés	664 663	664 663	664 663
Autres créances d'exploitation	122 037	122 037	122 037
dont instruments dérivés	2 792	—	2 792
Compte séquestre * (dont courant €23.7m)	93 756	—	93 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie	326 518	—	326 518
Total	1 236 063	792 258	1 236 063

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2023		
	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Investissements financiers	20 403	—	20 403
Actif financiers non courants	4 791	4 791	4 791
Clients et comptes rattachés	701 887	701 887	701 887
Autres créances d'exploitation	135 244	135 244	135 244
dont instruments dérivés	—	—	—
Compte séquestre * (dont courant €23.7m)	67 873	—	67 873
Trésorerie et équivalents de trésorerie	304 040	—	304 040
Total	1 234 238	841 922	1 234 238

*Dans le cadre de l'acquisition d'Iponweb, 100 millions de dollars (93,8 millions d'euros) ont été déposés sur un compte séquestre. Ces liquidités garantissent le paiement potentiel par la Société d'un complément de prix aux vendeurs, conditionné par la réalisation de certains objectifs de revenus par l'entreprise Iponweb pour les exercices 2022 et 2023.

Passifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories des passifs financiers du Groupe pour les exercices suivants :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Dettes financières	885	885
<i>dont instruments dérivés</i>	—	—
Fournisseurs et comptes rattachés	380 465	380 465
Autres dettes d'exploitation	173 612	173 612
Total	554 962	554 962

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2022	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Dettes financières	274	274
<i>dont instruments dérivés</i>	—	—
Fournisseurs et comptes rattachés	697 942	697 942
Autres dettes d'exploitation	211 758	211 758
Total	909 974	909 974

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2023	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Dettes financières	3 137	3 137
<i>dont instruments dérivés</i>	2 304	2 304
Fournisseurs et comptes rattachés	760 208	760 208
Autres dettes d'exploitation	257 434	257 434
Total	1 020 779	1 020 779

Note 12 – Goodwill

(En milliers d'euros)	Marketing Solutions	Retail Media	Iponweb	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2022	158 221	132 879	—	291 100
Acquisitions	—	—	183 961	183 961
Différences de change	4 408	3 503	—	7 911
Valeur nette au 31 Décembre 2022	162 629	136 382	183 961	482 972
- Valeur brute fin de période	162 629	136 382	183 961	482 972
Valeur nette au 1er Janvier 2023	162 629	136 382	183 961	482 972
Acquisitions	—	4 728	—	4 728
Sortie de périmètre	(560)	—	—	(560)
Différences de change	(4 413)	(3 642)	(4 700)	(12 755)
Valeur nette au 31 Décembre 2023	157 656	137 468	179 261	474 385
- Valeur brute fin de période	157 656	137 468	179 261	474 385

Au 31 décembre 2023, 2022 et 2021, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du Goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie dépassait la valeur comptable de cette dernière.

Note 13 – Immobilisations incorporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Logiciels	Technologie et Relations clients	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2022	16 388	39 517	17 047	72 952
Acquisitions	479	84 809	25 781	111 069
Cessions	(50)	—	—	(50)
Amortissements et pertes de valeur	(9 621)	(22 106)	—	(31 727)
Variation de périmètre	—	10 717	—	10 717
Différences de change	323	1 757	(49)	2 031
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	1 848	—	(1 848)	—
Valeur nette au 31 Décembre 2022	9 367	114 694	40 931	164 992
Valeur brute fin de période	59 271	235 166	40 931	335 368
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(49 904)	(120 472)	—	(170 376)
Valeur nette au 1er Janvier 2023	9 367	114 694	40 931	164 992
Acquisitions	2 974	963	37 646	41 583
Cessions	—	—	—	—
Amortissements et pertes de valeur	(12 286)	(32 343)	—	(44 629)
Variation de périmètre	(59)	3 327	59	3 327
Différences de change	(275)	(825)	(474)	(1 574)
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	19 662	—	(19 662)	—
Valeur nette au 31 Décembre 2023	19 383	85 816	58 500	163 699
Valeur brute fin de période	81 350	235 950	58 500	375 800
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(61 967)	(150 134)	—	(212 101)

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles concernent essentiellement les logiciels développés en interne.

Le montant des amortissements et pertes de valeur sur les technologies et relations clients correspondent à l'amortissement des technologies acquises par Criteo SA lors des regroupements d'entreprises avec HookLogic, Storetail Marketing SAS ("Storetail"), Mabaya et Iponweb.

Aucun événement intervenu sur 2023 ne présente un risque de perte de valeur.

La durée de vie moyenne des logiciels d'une part, de la technologie et des relations clients d'autre part, est respectivement de 3 ans et entre 3 et 9 ans.

Note 14 – Immobilisations corporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations corporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Installations et agencements	Matériel et mobilier	Immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2022	3 459	108 286	11 829	123 574
Acquisitions	672	7 887	43 030	51 589
Cessions et mises au rebut	(216)	(2 131)	—	(2 347)
Amortissement	(2 318)	(50 507)	—	(52 825)
Variation de périmètre	—	394	4	398
Différences de change	(50)	1 900	779	2 629
Transferts d'immobilisations en cours	3 214	7 862	(11 076)	—
Valeur nette au 31 Décembre 2022	4 761	73 691	44 566	123 018
Valeur brute fin de période	12 158	282 094	44 565	338 817
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(7 398)	(208 402)	—	(215 800)
Valeur nette au 1er Janvier 2023	4 761	73 691	44 566	123 018
Acquisitions	2 414	17 427	24 104	43 945
Cessions et mises au rebut	(191)	(2 157)	—	(2 348)
Amortissement	(2 784)	(44 724)	—	(47 508)
Variation de périmètre	—	—	—	—
Différences de change	(156)	(1 608)	(868)	(2 632)
Transferts d'immobilisations en cours	4 986	20 666	(25 652)	—
Valeur nette au 31 Décembre 2023	9 030	63 295	42 150	114 475
Valeur brute fin de période	16 053	278 976	42 150	337 179
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(7 023)	(215 681)	—	(222 704)

Les mouvements des immobilisations corporelles concernent principalement les acquisitions de serveurs et équipements informatiques associés dans les filiales françaises, américaines et japonaises où sont localisés les Data Centers du Groupe.

Note 15 – Investissements financiers

A fin décembre 2023, le Groupe détient 20.4 millions d'euros d'investissements car ils ne répondent pas aux critères de classification en trésorerie et équivalents de trésorerie et sont comptabilisés à leur coût amorti. Le Groupe a l'intention de détenir ces investissements jusqu'à leur échéance et percevoir les flux de trésorerie contractuels. Les intérêts perçus sont non significatifs au 31 décembre 2023.

Ils sont classés au niveau 2 car leur méthode de comptabilisation repose sur des données de marché observables. Leur valeur de marché se rapproche de leur valeur comptable au vue de la nature et de l'échéance de ces investissements.

Note 16 - Contrats de location

Les composantes de la charge de location sont les suivantes :

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2021		
	Bureaux	Serveurs	Total
Charges d'amortissements et de dépréciations	13 579	19 967	33 546
Charges d'intérêts	939	511	1 450
Charges locatives court terme	289	34	323
Charges locatives variables	259	226	485
Produits de sous-location	(600)	—	(600)
Total	14 466	20 738	35 204

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2022		
	Bureaux	Serveurs	Total
Charges d'amortissements et de dépréciations	14 708	18 675	33 383
Charges d'intérêts	740	511	1 251
Charges locatives court terme	478	5	483
Charges locatives variable	77	—	77
Produits de sous-location	(457)	—	(457)
Total	15 546	19 191	34 737

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2023		
	Bureaux	Serveurs	Total
Charges d'amortissements et de dépréciations	14 729	20 149	34 878
Charges d'intérêts	685	1 035	1 720
Charges locatives court terme	588	39	627
Charges locatives variable	742	69	811
Produits de sous-location	(852)	—	(852)
Total	15 892	21 292	37 184

Les droits d'utilisation se décomposent ainsi, par nature d'actif sous-jacent :

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2021		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Bureaux	98 928	(26 858)	72 070
Serveurs	73 436	(40 884)	32 552
Total	172 364	(67 742)	104 622

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2022		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Bureaux	95 661	(29 244)	66 417
Serveurs	84 577	(56 433)	28 144
Total	180 238	(85 677)	94 561

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2023		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Bureaux	93 313	(37 673)	55 640
Serveurs	109 313	(64 572)	44 741
Total	202 626	(102 245)	100 381

La variation du solde net des droits d'utilisation au cours de l'exercice est constituée des éléments suivants :

(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2022	72 070	32 552	104 622
Nouveaux contrats / modifications du périmètre des contrats	8 656	13 556	22 212
Amortissements	(16 526)	(18 675)	(35 201)
Dépréciations	1 501	—	1 501
Différences de change	716	711	1 427
Valeur nette au 31 Décembre 2022	66 417	28 144	94 561
Nouveaux contrats / modifications du périmètre des contrats	4 244	37 643	41 887
Amortissements	(14 308)	(20 149)	(34 457)
Dépréciations	(421)	—	(421)
Différences de change	(291)	(898)	(1 189)
Valeur nette au 31 Décembre 2023	55 641	44 740	100 381

Les dettes locatives se décomposent ainsi :

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2021		
	Bureaux	Serveurs	Total
Dettes locatives à plus d'un an	64 020	18 360	82 380
Dettes locatives à moins d'un an	12 739	17 631	30 370
Total	76 759	35 991	112 750

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2022		
	Bureaux	Serveurs	Total
Dettes locatives à plus d'un an	57 101	14 995	72 096
Dettes locatives à moins d'un an	13 187	15 603	28 790
Total	70 288	30 598	100 886

(En milliers d'€)	31 Décembre, 2023		
	Bureaux	Serveurs	Total
Dettes locatives à plus d'un an	47 474	26 674	74 148
Dettes locatives à moins d'un an	10 125	21 338	31 463
Total	57 599	48 012	105 611

Au 31 Décembre 2023, l'échéancier des paiements minimums futurs des contrats de location est détaillé comme suit :

(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
2024	10 536	22 125	32 661
2025	12 378	9 683	22 061
2026	9 603	8 416	18 019
2027	8 139	6 711	14 850
2028	7 593	3 513	11 106
2029 et au-delà	11 494	324	11 818
Total paiements minimums futurs	59 743	50 772	110 515

Au 31 Décembre 2023, le montant des contrats de location de bureaux et de serveurs qui n'ont pas encore débuté et qui résulteront en une augmentation des dettes de location et droit d'utilisation s'élèvent respectivement à 1,1 million d'euros et 8,2 million d'euros. Ces contrats débiteront au cours de l'année 2024.

Note 17 - Créances clients

Le tableau suivant présente la ventilation de la valeur nette comptable des créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Créances clients et comptes rattachés	553 936	709 481	741 126
Dépréciation	(40 087)	(44 818)	(39 239)
Valeur nette fin de période	513 849	664 663	701 887

Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations de créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Montant début de période	(32 527)	(40 087)	(44 818)
Provision pour dépréciation	(12 202)	(17 734)	(13 106)
Reprise de provision	6 328	18 425	17 977
Variations de périmètre	—	(4 625)	—
Écart de conversion	(1 686)	(797)	708
Montant fin de période	(40 087)	(44 818)	(39 239)

La variation de la provision pour dépréciation de la période résulte principalement de l'entrée de périmètre d'Iponweb en 2022 pour €(4.6) million.

Le risque de crédit est défini comme une perte inattendue de liquidités et de revenus si le client n'est pas en mesure de payer ses obligations en temps voulu. Nous effectuons des évaluations internes continues du risque de crédit de nos clients. Lorsqu'une exposition possible au risque est identifiée, nous exigeons des paiements anticipés ou déprécions la créance du Client.

Note 18 – Autres créances d'exploitation

Le tableau suivant présente le détail des autres actifs courants pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Fournisseurs débiteurs	8 512	11 646	6 786
Créances sociales	144	280	880
Créances fiscales	64 797	73 386	98 905
Débiteurs divers	7 523	4 865	4 107
Actif compensatoire	—	4 828	593
Charges constatées d'avance	13 495	24 994	23 973
Instruments financiers dérivés	53	2 038	—
Valeur brute fin de période	94 524	122 037	135 244
Valeur nette fin de période	94 524	122 037	135 244

Les charges constatées d'avance concernent principalement des licences.

Note 19 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

État consolidé de la situation financière

Le tableau suivant présente la ventilation du poste «Trésorerie et équivalents de trésorerie » pour chaque exercice présenté :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Comptes à terme	121 161	61 793	45 995
Disponibilités	334 169	264 725	258 045
Trésorerie et équivalents de trésorerie	455 330	326 518	304 040

Les équivalents de trésorerie comprennent des comptes à terme qui respectent les critères de la norme IFRS 7 : placements à court terme très liquides et présentant un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Le nantissement du compte à terme est considéré comme un instrument financier de niveau 2 car son évaluation repose sur des données de marché observable. Pour notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, la juste valeur se rapproche de la valeur comptable, compte tenu de la nature de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'échéance des flux de trésorerie attendus.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » de clôture, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, peut être réconcilié avec les postes de l'état consolidé de la situation financière, comme suit :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Trésorerie et Équivalents de Trésorerie	455 330	326 518	304 040
Trésorerie Nette	455 330	326 518	304 040

Note 20 – Capital social

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que les entités du Groupe seront en mesure de maintenir la continuité de leur exploitation tout en maximisant le rendement pour les investisseurs au moyen de l'optimisation de la dette financière et des fonds propres.

La structure financière du Groupe est composée de l'endettement net (Dettes financières nettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie) et des fonds propres (composés du capital, des primes et réserves, du résultat net et des participations ne donnant pas le contrôle).

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte ou exigence externe en matière de capital.

Variation du nombre d'actions en circulation

(En nombre d'actions)	Actions ordinaires
En circulation au 1er Janvier 2022	60 675 474
	<i>dont actions ordinaires</i> 65 883 347
	<i>dont actions propres</i> (5 207 873)
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE, vestings d'actions gratuites ⁽¹⁾	(2 634 619)
Emission d'actions propres	1 625 742
Actions propres retirées du marché	2 732 386
Programme de rachat d'actions propres ⁽²⁾	(5 135 359)
En circulation au 31 Décembre 2022	57 263 624
	<i>dont actions ordinaires</i> 63 248 728
	<i>dont actions propres</i> (5 985 104)
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE, vestings d'actions gratuites ⁽³⁾	(2 083 065)
Emission d'actions propres (RSU)	1 679 674
Emission d'actions propres (LUS)	1 006 482
Actions propres retirées du marché	2 185 000
Programme de rachat d'actions propres ⁽⁴⁾	(4 286 624)
En circulation au 31 Décembre 2023	55 765 091
	<i>dont actions ordinaires</i> 61 165 663
	<i>dont actions propres</i> (5 400 572)

^{(1) (2)} Approuvé par le Conseil d'administration du 28 juillet 2022 et du 7 décembre 2022

⁽³⁾⁽⁴⁾ Approuvé par le Conseil d'administration du 7 décembre 2023

Note 21 – Résultat par action

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	113 207	9 266	44 175
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	60 717 446	60 004 707	56 170 658
Résultat de base par action	1,86 €	0,15 €	0,79 €

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré des actions potentiellement dilutives non encore émises en fonction des plans d'attribution de BSCPE, BSA, OSA et d'actions gratuites (note 8). Il n'y a pas d'autres instruments dilutifs potentiels aux 31 décembre 2021, 2022 et 2023. Par conséquent, l'effet dilutif potentiel total est pris en compte.

Pour chaque exercice présenté, un instrument de capitaux propres (i.e. une option de souscription d'action, un bon de souscription d'action, une action gratuite ou encore un BSPCE) est considéré comme potentiellement dilutif, s'il est « dans la monnaie » (c'est-à-dire si le prix d'exercice ou de règlement est inférieur au prix moyen du marché).

	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	113 207	9 266	44 175
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	60 717 446	60 004 707	56 170 658
Effet des instruments dilutifs :	2 908 824	3 670 989	3 084 564
- Attributions Gratuites d'Action (AGA)	2 591 291	3 508 151	2 934 019
- Options de Souscription d'Action (O.S.A) et BSPCE	203 309	98 432	98 384
- Bons de souscription d'Action (BSA)	114 224	64 406	52 161
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	63 626 270	63 675 696	59 255 222
Résultat dilué par action	1,78 €	0,15 €	0,75 €

Note 22 – Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

Conformément à la loi française et à la convention collective Syntec, les salariés français ont droit à une indemnité versée lors du départ à la retraite.

Le tableau suivant présente les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Valeur actuelle de l'engagement retraite début d'exercice	5 026	5 037	3 633
Coût des services rendus	1 119	1 667	371
Coût financier	43	69	149
Ecarts actuariels	(1 151)	(3 140)	(414)
Valeur actuelle de l'engagement retraite fin d'exercice	5 037	3 633	3 739

Le rapprochement entre les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies de la situation financière consolidée et la charge comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net pour les exercices présentés est illustré dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Coût des services rendus	(1 119)	(1 667)	(371)
- <i>Frais de recherche et développement</i>	(580)	(846)	(243)
- <i>Frais marketing et commerciaux</i>	(175)	(322)	45
- <i>Frais généraux et administratifs</i>	(364)	(499)	(173)
Coût financier	(43)	(69)	(149)
- <i>Produits et charges financiers</i>	(43)	(69)	(149)
Ecarts actuariels	1 151	3 140	414
- <i>Autres éléments du résultat global</i>	1 151	3 140	414

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à prestations définies sont présentées ci-dessous :

	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Taux d'actualisation (Oblig. AA)	1,40 %	4,25 %	3,90 %
Taux de revalorisation des salaires	5,00 %	5,00 %	6,96 %
Taux de charges sociales	49% - 50%	48%	48%
Age de départ en retraite	Table progressive	Table progressive	Table progressive
Table de mortalité	TH-TF 2000-2002 décalée	TH-TF 2000-2002 décalée	TH-TF 2000-2002 décalée
Hypothèses de turnover des effectifs	0 - 17.8%	0 - 17.8%	Table historique Criteo

Régimes de retraite à cotisations définies

La charge totale comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au titre des régimes de retraite à cotisations définies est présentée ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Charge de Personnel comptabilisée au titre des régimes à cotisations définies	(13 665)	(16 253)	(16 598)

Note 23 – Passifs financiers

Les variations des passifs financiers courants et non courants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont présentées dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2022	Nouveaux emprunts	Remboursement	Variations de périmètre	Autres ⁽²⁾	Différences de change	31 Décembre 2023
Dettes financières diverses	69	—	—	—	—	1	70
Total non courant	69	—	—	—	—	1	70
Emprunts bancaires ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—
Dettes financières diverses	205	326	—	—	—	232	763
Instruments dérivés	—	—	—	—	2 304	—	2 304
Total courant	205	326	—	—	2 304	232	3 067
Emprunts bancaires ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—
Dettes financières diverses	274	326	—	—	—	232	832
Instruments dérivés	—	—	—	—	2 304	—	2 304
Total	274	326	—	—	2 304	232	3 136

⁽¹⁾ dont intérêts courus

Le Groupe a signé différents accords de prêts avec des établissements financiers tiers dédiés au financement d'actifs corporels, comme indiqué ci-dessous :

Date d'octroi	Montant autorisé (en milliers d'euros)	Montant tiré (Facilité de crédit)	Solde au 31 décembre 2022 (en milliers)	Taux	Echéance
Facilité de crédit renouvelable - Criteo SA					
Septembre 2022	407 000	—	—	Euribor ou SOFR + marge ajustable en fonction du ratio de Leverage	Septembre 2027

Le 17 novembre 2023, nous avons mis à jour certaines conditions de notre facilité de crédit renouvelable de 407 millions d'euros en une facilité de crédit liée au développement durable de 407 millions d'euros, dont le cadre était prévu dans l'accord de facilité de crédit initial. Certains termes et conditions de la facilité de crédit renouvelable sont désormais liés à nos objectifs de développement durable visant à accroître la représentation des femmes dans les rôles techniques et à réduire nos émissions de gaz à effet de serre, tandis que le reste de l'accord de facilité de crédit reste inchangé.

Le Groupe dispose aussi de facilités bancaires sous forme de lignes de crédit court terme et de découverts bancaires autorisés auprès de HSBC plc, LCL et de BNP Paribas. Le Groupe pourrait ainsi disposer d'un montant maximum de 21,5 millions d'euros de facilités avec ces établissements bancaires. Au 31 décembre 2023, aucun tirage n'a été effectué. En cas de tirage, les intérêts sont calculés sur la base du taux Euribor 1 mois ou Euribor 3 mois.

S'agissant de financements court terme, les banques peuvent les dénoncer dans un très court délai.

Au 31 décembre 2023, aucun montant n'a été tiré de cette facilité de crédit.

Ces prêts intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception du covenant relatif à la ligne de crédit de 407,0 millions d'euros, respecté au 31 décembre 2023.

Note 24 – Endettement net

L'endettement net du Groupe est calculé en déduisant la trésorerie et les équivalents de trésorerie des passifs financiers. Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devises.

Comme indiqué dans les notes 6 et 19, les risques de marché sont contrôlés par la Direction, qui définit la politique de gestion de l'endettement financier net consolidé, notamment en termes de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et d'exposition aux risques de contrepartie pour les mois à venir et analyse la gestion passée (transactions réalisées, résultats financiers).

Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devise.

Endettement net par échéance

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Echéance				
		2024	2025	2026	2027	2028
Dettes financières diverses	832	763	70	—	—	—
Instruments dérivés	2,304	2 304	—	—	—	—
Total dettes financières	3 137	3 067	70	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	304 040	304 040	—	—	—	—
Total Endettement net	(300 903)	(300 973)	70	—	—	—

Endettement net par devise

(En milliers)	Valeur au bilan	Devise					
		EUR	GBP	USD	JPY	KRW	AUTRES
Dettes financières diverses	832	501	321	11	—	—	—
Instruments dérivés	2,304	2 304	—	—	—	—	—
Total dettes financières	3 137	2 805	321	11	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	304 040	117 579	7 556	146 655	9 029	—	23 219
Total Endettement net	(300 903)	(114 774)	(7 235)	(146 644)	(9 029)	—	(23 219)

Note 25 – Provisions

La variation des provisions est détaillée dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	Provisions pour litiges sociaux	Provisions pour risques non fiscaux	Autres provisions	Total
Solde au 1er Janvier 2022	986	—	1 715	2 701
Dotations	85	0	60 106	60 191
Reprises de provision utilisée	(441)	0	(284)	(725)
Reprises de provision non utilisée	(131)	(1 382)	(371)	(1 884)
Différences de change	(14)	(3)	3	(15)
Autres	—	33 060	—	33 060
Solde au 31 Décembre 2022	485	31 675	61 168	93 328
Dotations	195	—	—	195
Reprises de provision utilisée	(30)	—	(40 000)	(40 030)
Reprises de provision non utilisée	(280)	(1 449)	(20 207)	(21 936)
Différences de change	—	—	(3)	(3)
Autres	—	(256)	—	(256)
Solde au 31 Décembre 2023	370	29 970	958	31 298
dont courant	370	—	958	1 328

Aspects juridiques et réglementaires

En novembre 2018, Privacy International a déposé une plainte auprès de certaines autorités de protection des données, dont la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ("CNIL"), contre Criteo et un certain nombre d'autres sociétés de technologie publicitaire se trouvant dans une situation similaire, argumentant que certaines pratiques des entreprises n'étaient pas conformes au règlement général sur la protection des données (« RGPD ») de l'Union Européenne. En janvier 2020, la CNIL a ouvert une enquête formelle contre Criteo en réponse à cette plainte, et le 23 juin 2021, la CNIL a notifié à la Société la nomination d'un enquêteur (rapporteur) pour l'enquête en cours. L'enquête porte également sur une autre plainte contre Criteo reçue en novembre 2018 par la CNIL de la part du Centre Européen pour les droits numériques.

En juin 2023, la CNIL a rendu sa décision en maintenant ses allégations relatives à la conformité au règlement RGPD, mais réduisant la sanction financière à l'encontre de Criteo du montant initial de 60,0 millions d'euros (65,0 millions de dollars) à 40 millions d'euros (43,3 millions de dollars). Criteo a effectué le paiement de la sanction requise au cours du troisième trimestre 2023. La décision porte sur des affaires passées et n'oblige pas Criteo à modifier ses pratiques actuelles. Criteo a fait appel de cette décision devant le Conseil d'Etat.

La pénalité de 40,0 millions d'euros (43,3 millions de dollars) a été déduite du passif pour pertes éventuelles précédemment comptabilisé dans nos états financiers pour la période se terminant le 30 juin 2022, qui s'élevait à 60,0 millions d'euros (65,0 millions de dollars). Criteo a effectué le paiement de la sanction requise au cours du troisième trimestre 2023.

Nous sommes partie prenante à une réclamation (Doe contre GoodRx Holdings, Inc. et al. devant le US District Court du District de Californie du Nord), alléguant des violations de diverses lois étatiques et fédérales. Nous avons l'intention de défendre vigoureusement notre position, mais nous sommes incapables d'en prédire l'issue potentielle.

Autres provisions pour risques non fiscaux

Nous avons comptabilisé une provision de 29,9 millions d'euros liée à certains éléments non fiscaux identifiés dans le cadre de l'acquisition d'Iponweb. Les vendeurs ayant convenu d'indemniser Criteo pour les pertes liées à ces éléments, nous avons comptabilisé un actif à hauteur de cette provision. L'actif est enregistré en autres créances d'exploitation au sein de l'état de la situation financière.

Les provisions concernent principalement des litiges provisionnés selon le meilleur estimé de la Direction de la sortie de ressources pour éteindre l'obligation.

Note 26 – Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Avances et acomptes clients	14 502	15 313	23 421
Clients avoirs à établir	15 383	16 566	21 099
Dettes sociales	86 647	80 225	102 522
Dettes fiscales	52 067	53 287	60 327
Dettes fournisseurs d'immobilisations	4 217	23 827	3 028
Complément de prix	—	20 289	45 653
Dettes diverses	722	2 239	1 375
Produits constatés d'avance	73	12	9
Total	173 611	211 758	257 434

Complément de prix

Dans le cadre de l'acquisition d'Iponweb (se reporter à la note 4), les vendeurs ont droit à une contrepartie conditionnelle d'un maximum de 100,0 millions de dollars (90,5 millions d'euros), qui est conditionnée à la réalisation de certains objectifs de revenus par l'activité d'Iponweb pour les exercices 2022 et 2023. Le passif lié au complément de prix est évalué et actualisé en utilisant la meilleure estimation de la direction de la contrepartie qui sera payée en 2023 (part courante) et 2024 (part non courante).

Note 27 – Engagements hors-bilan

Autres engagements non résiliables

Au 31 décembre 2023, le Groupe a 58,8 millions d'euros d'autres engagements non résiliables liés aux licences des logiciels et de maintenance ainsi que 1,8 million d'euros d'engagements liés à la bande passante nécessaire au fonctionnement des serveurs du Groupe.

Note 28 – Parties liées

Au 31 décembre 2023, la Direction du Groupe est composée des personnes suivantes :

- Megan Clarcken - *Chief Executive Officer*
- Sarah Glickman - *Chief Financial Officer et Principal Accounting Officer*
- Ryan Damon - *General Counsel and Corporate Secretary*

Le montant global des rémunérations versées à la Direction du Groupe, incluant les charges sociales, est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre, 2021	31 Décembre, 2022	31 Décembre, 2023
Avantages à court terme ⁽¹⁾	(2 526)	(2 450)	(2 930)
Paiements fondés sur des actions	(5 678)	(7 328)	(9 074)
Total	(8 204)	(9 778)	(12 004)

1) Salaires, bonus et autres rémunérations

Il n'y a pas eu de transactions significatives relatives à des parties liées aux 31 décembre 2021, 2022 et 2023.

Note 29 – Événements postérieurs à la clôture

À partir du premier trimestre 2024 - suite à l'achèvement de l'intégration de notre acquisition d'Iponweb - notre principal décideur opérationnel, qui est notre CEO (*Chief Executive Officer*), ne reçoit plus d'informations désagrégées pour Iponweb. Nous allons donc mettre à jour notre structure d'information financière sectorielle en fonction de la manière dont notre CEO évalue les performances et alloue les ressources. Nous aurons deux segments : Retail Media et Performance Media. Performance Media regroupe les anciens segments Marketing Solutions et Iponweb.